

# *Notes de lectures*

## **1. Avertissement**

Ceci n'est pas un travail original, mais une mise en forme de quelques notes de lecture. Je tends à convenir de tout ce qui est affirmé, sans avoir pu toujours résoudre, ou même apercevoir les contradictions éventuelles. Ce n'est pas non plus un compte-rendu fidèle, ni une critique en règle des auteurs cités, mais un simple réarrangement de celles de leurs idées qui me semblaient pouvoir tenir ensemble,

ainsi qu'avec les miennes. Ces notes ayant été travaillées et retravaillées, il m'est d'ailleurs en de nombreux endroits impossible aujourd'hui de dire ce qui vient de l'un ou de l'autre, ou bien d'aucun, constituant dans ce cas un simple rajout ou une extrapolation de ma part. J'ai surtout voulu donner des exemples des enchaînements causaux décrits par les philosophes de façon très abstraite.

## **2. L'héritage de liberté**

La Rome républicaine et les cités grecques de l'Antiquité qui inventèrent le mot de 'démocratie', auxquelles on renvoie parfois, contre toute vraisemblance, comme inspirant les systèmes politiques que nous pratiquons, pratiquaient un certain degré, limité mais effectif, de participation du peuple au gouvernement de la cité. Une des conditions de cette rare particularité était le fait que, dans la brève époque de leur perfection, le peuple fut, à Athènes ou à Rome principalement, pour partie composé de citoyens indépendants et relativement égaux, car économiquement autonomes : tantôt cultivateurs libres, ou d'autres fois artisans transmettant leur art et leur fonds de père en fils, négociants, peut-être même quelques artistes, hommes de loi et hommes de lettres qui par exception refusaient d'être au service de patrons aspirant à la tyrannie : des 'citoyens', en somme puisqu'il y en avait, contrairement à nos temps et nos contrées où l'on abuse de ce mot parce qu'on n'en connaît plus le sens.

On trouvait là des 'citoyens', ainsi désignés comme ayant la possibilité matérielle de prendre réellement et personnellement part au gouvernement de la cité, dans des circonstances où la place publique, forum ou agora, où la parole n'était pas comme chez nous surveillée, censurée et mercenaire, se prêtait à cette activité. Là, les

questions de politiques faisaient l'objet d'un débat dans lequel le talent des orateurs et la qualité de l'argumentation avaient quelques chance de prévaloir sur le mensonge sans réplique qui règne dans les médias que certains parmi nous ont le front de trouver analogues. Alors, une élection populaire fondée sur la connaissance personnelle des candidats et fréquemment confirmée ou démentie pesait dans les carrières et conférait aux gouvernants, moins strictement constitués en une classe solidaire, connivente et inamovible, quelques traces de légitimité et d'autorité.

Puis Rome et Athènes étaient passées au rang des lointains souvenirs, et l'idée même d'un pouvoir qui ne soit pas strictement oligarchique et héréditaire avait été pendant des siècles placé au rang des utopies dangereuses. « *Le pire des états, c'est l'état populaire* » énonçait un de nos classiques non comme une provocation ni même une thèse à débattre, mais comme une évidence, et effectivement acceptée comme telle par un public unanime. Il y eut pourtant d'autres républiques : Venise, mais qui était plutôt un repoussoir, analogue plutôt à nos Etats-Unis d'Amérique comme paradigme de l'oligarchie cupide, cynique, brutale et oppressive, et aussi la Suisse, moins décourageante comme modèle de démocratie moderne pour ceux qui n'en craignent pas l'atmosphère et ne préfèrent pas encore l'arbitraire et l'inefficacité des pseudo-démocraties où au moins la bêtise contrebalance la malignité des petits chefs et de la police : mais pour clarifier le débat et simplifier les choix, Jean-Jacques Rousseau lui-même, afin d'éviter toute méprise, quoique sans y parvenir, avait pris soin de préciser qu'il ne croyait pas le système genevois possible dans un pays comme la France. Pour la France, rejoignant le grand Montesquieu et exceptant la Corse, il avait prédit une éternité de despotisme : et il ne s'était pas trompé de beaucoup.

Ceci jusqu'aux événements des années 1789-1793 en France. 1789 : année au début de laquelle, rappelait Camille Desmoulins, il n'y avait pas dix républicains à Paris. Pourtant, quelques années plus tard et au prix de dix ans de lutte sociale et de quelque sang versé, par la redistribution des terres et la diversification d'une bourgeoisie industrielle, la révolution de 1789 avait reconstitué dans les villes et les campagnes de France des conditions sociales moins inégales, et après la chute des dictateurs issus de la révolution, des institutions s'étaient plus ou moins stabilisées, dans la première moitié du vingtième siècle, et dans l'ensemble de l'Europe, permettant le fonctionnement de ce qui pouvait passer, avec le suffrage universel et l'abolition des privilèges de la naissance, pour une approximation compatible avec les conditions modernes, des systèmes qui prévalurent un temps à Rome et à Athènes.

Cela n'avait pas duré. Car dans le même temps, mais influant en sens contraire, la révolution industrielle s'était produite, industrialisation et urbanisation avec leur cortège de saccages, le déracinement des peuples, l'oubli des solidarités traditionnelles et la création de nouvelles et énormes disparités de condition. S'était alors engagé un mouvement politique de fond décrit par Hannah Arendt, qui y voit une des racines de ce qu'elle appelle le '*totalitarisme*' : d'un nom, donc, que l'on peut utiliser au passage comme une abréviation commode à condition de se souvenir que personne ne s'entend sur sa définition ni sur la liste des sociétés ou des procédures qui en relèvent.

La tentative démocratique moderne avait sans doute été rendue possible parce que le dix-huitième siècle, couronné en France par la révolution de 1789, avait reconstitué, un peu partout en Europe, des classes moyennes nombreuses et autonomes dans leurs moyens de subsistance: paysans-proprétaires, commerçants

et artisans, petits aristocrates terriens, gens de robe, bas et moyen clergé. Tous étaient, finalement, des hommes libres qui ne dépendaient pas d'un maître, ou dont le maître, devenu parasite, jouissait d'un pouvoir affaibli.

Tout ceci s'est affaïssé avec les effets du développement industriel et l'essor de la technologie lorsqu'ils se sont traduits par des outils accaparés par un petit nombre. La tradition démocratique américaine et européenne avait à juste titre considéré le droit de propriété comme le droit naturel le plus fondamental, et celui qui fondait toute liberté, car il est la traduction concrète du droit à une vie autonome. Mais l'industrialisation du dix-neuvième siècle avait aussitôt produit un prolétariat dont le statut social: déracinement, dépendance, ignorance, instabilité, était incompatible avec le statut politique de citoyen.

De quoi s'agissait-il avec le *totalitarisme* tel que Mussolini le baptisa, puis que les intellectuels libéraux le critiquèrent pour amalgamer le *fascisme* avec son contraire le *communisme* et faire d'une seule critique deux supercheries ? Après les révolutions du dix-neuvième siècle, soutient Hannah Arendt, La société bourgeoise urbaine qui avait pris la direction de la société et de la vie politique et qui devait en recevoir le plus grand bénéfice, fondée comme elle était sur le travail, la compétition économique et l'acquisition, avait peu à peu été gagnée par un désintérêt et même une hostilité envers la vie publique. Puis par imitation du modèle bourgeois dominant, le retrait et l'isolement des individus dans leur sphère privée avait gagné toutes les classes là même où les rapports de production engendraient des classes distinctes et homogènes : si bien qu'au début du vingtième siècle, l'Europe et le monde étaient mûrs pour les premiers essais de sociétés d'asservissement total.

Si l'on suit l'analyse proposée par Hannah Arendt dans son livre sur *'Les Origines du Totalitarisme'*, beaucoup invoqué mais peu lu si l'on en juge par les raisonnements de ceux qui l'invoquent, les formes quasi-démocratiques de gouvernement qui avaient pu subsister ici ou là tout au long du dix-neuvième siècle avaient reposé sur un subterfuge inconnu aux anciens : un système de partis politiques, reproduisant les contours d'un système de classes sociales nettement définies. L'archétype d'un tel parti fut, en dépit de pas mal d'approximations et de concessions opportunistes, le Parti communiste français tel qu'il fonctionna entre les années vingt et les années soixante-dix du vingtième siècle, soit pendant cinquante ans, avec l'épisode héroïque de la guerre chaude menée contre le fascisme entre 1936 et 1945.

L'individualisme moderne, dit Hannah Arendt, découlait de l'irruption des objets, périmait l'entraide et le dialogue dans la vie quotidienne pour la remplacer par la concurrence permanente entre tous et pour tout. Ceci avait pu un temps être contrebalancé par le sentiment d'appartenance à une classe : mais seulement tant que des classes plus ou moins étanches recouvraient l'essentiel de la société. Et c'est pourquoi les dictatures du vingtième siècle eurent pour signe distinctif la constitution de '*foules*' dans le psychisme desquelles le sentiment de classe avait été extirpé par la propagande et par l'exclusion sociale. Plus d'un nazi allemand était une personne, un acteur individuel isolé, qui avait trahi sa classe pour rejoindre une foule en passant directement de la base militante du parti communiste allemand à l'embrigadement dans les SA : par confusion et inconsistance, analphabétisme politique et flaccidité morale en réalité. Il est remarquable en revanche d'observer qu'au niveau des appareils l'incompatibilité était radicale : et alors que tous les partis '*démocratiques*' avaient fourni des ministres aux pouvoirs fascistes, à Vichy en France, le seul Parti communiste ne partagea jamais ses élites

avec la bourgeoisie convertie aux méthodes autoritaires. L'incompatibilité semble bien avoir été de structure, ce qui confirme l'analyse d'Hannah Arendt : la mentalité classiste était comme une antimatière pour la mentalité fasciste.

Depuis la fin du dix-neuvième siècle, l'esprit de classe qui découlait des conditions réelles engendrées par la révolution industrielle : l'oppression dans les fabriques, la concentration urbaine dans des conditions d'*apartheid*, montait en un mouvement contradictoire avec l'isolement bourgeois ; Il en résultait la naissance d'un mouvement ouvrier, qui put aller jusqu'à aspirer au rôle de fer de lance du peuple patriote pendant des épisodes comme la *Commune de Paris*, mais qui perdit la course pour le pouvoir lorsque la bourgeoisie découvrit dans l'esprit de caste militaire le moyen de lui opposer une organisation supérieure de la violence.

Le mouvement ouvrier réussit bien à construire des organisations puissantes comme les partis communistes du vingtième siècle, mais qui ne réussirent jamais à fédérer l'ensemble du monde du travail, et encore moins l'ensemble d'une nation paysanne et rentière, les ouvriers étant saisis eux aussi par la tentation de l'embourgeoisement et se révélant capables de devenir, aussi bien que des militants conscients de leur propre émancipation, des recrues pour les mouvements fascistes.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, alors que le prestige des régimes bourgeois radicaux s'était effondré dans le chaos militariste, la bourgeoisie s'était ralliée aux vainqueurs quels qu'ils fussent partout où elle existait, c'est à dire là où il ne s'agissait pas du communisme. Tories ou Labour anglais, Démocrates ou Républicains américains, Chrétiens-démocrates allemands ou italiens, Socialistes, Radicaux, mendésistes ou MRP en France. Tout était bon, et même Salazar au Portugal et Franco en Espagne.

Tout était bon, car l'hostilité envers la vie publique que décrit Hannah Arendt s'affirmait fièrement, dans un pays comme la France, dans le célèbre « *moi, monsieur, je ne fais pas de politique* », qui bizarrement s'articulait avec la condamnation de l'abstention en matière d'élections, aussi truquées soient-elles : ce qui manifestait une adhésion assez générale non pas à la 'démocratie', mais aux formes de la supercherie oligarchique qui en prévenaient l'émergence sans vouloir assumer la dictature ouverte de l'argent et la structure impériale de sa domination centrée sur les Etats-Unis d'Amérique. En l'espace de quelques années, la bourgeoisie pétainiste était sans transition devenue gaulliste, puis favorable à *n'importe-quoi-sauf-de-Gaule-ou-les-communistes* , avant de revenir au gaullisme après une seule nuit de trouille en face de la révolte des parachutistes algérois : ce qui effectivement supposait l'abstention de toute forme de réflexion politique et un acquiescement inconditionnel à tout pouvoir établi. L'homme est un animal politique, disait Aristote : et le bourgeois français, petit ou grand, est un mouton qui suit le troupeau en regardant par terre.

Etant une bonne américaine, on ne peut pas demander à Hannah Arendt de nier l'existence d'une démocratie américaine. C'est donc en admettant ce genre de réalité qu'elle en décrit le fonctionnement : ce qui ne l'empêche pas de noter, quoi que ce soit en termes de simples *différences* par rapport à la situation antique qui ne compromettent pas à ses yeux l'essence démocratique des institutions modernes. Elle ne pouvait pourtant pas ne pas observer qu'à l'opposé de la situation moderne, où tout reposait sur des médiations et sur la crédibilité des médiateurs, les démocraties antiques reposaient sur l'existence, qui n'est pas reproduite de nos jours, d'un grand nombre de citoyens actifs et autonomes, et il importait en contrepartie que les oligarchies fussent sans pouvoir et que les masses clientélistes fussent sans importance : ce qui est exactement le contraire des

conditions qui ont fort logiquement conduit aux grandes tyrannies du vingtième siècle, et qui, persistant depuis, en font le vrai modèle opérationnel de la gouvernance moderne, en dépit de tous les efforts de camouflage faits dans l'Europe d'après 1945 qui voudrait ne plus rien à voir avec le fascisme.

Qu'il s'agît de l'Europe ou de l'Amérique, la situation d'après-guerre était la même : par le système des classes auxquelles correspondaient des organisations de masse, partis et syndicats, qui étaient partie-prenante du débat politique, chaque citoyen, quoique écarté de l'exercice réel du pouvoir, se sentait en sympathie avec l'un ou l'autre des organisations qui représentaient les diverses classes. La plus grande partie du peuple se tenait délibérément à l'écart de la vie publique, tandis que les classes dominantes tiraient de leur sein quelques éléments qu'elles éduquaient spécialement en vue du pouvoir. Chacun se sentait par ce truchement un rapport au gouvernement du pays.

Mais ces conditions modernes d'un certain degré de '*démocratie*' ne se sont pas maintenues bien longtemps. Le recours à une représentation engendre toujours une classe de politiciens professionnels sujets à toutes sortes de pressions sans rapport avec les intérêts ou les opinions de leurs mandants. Par ailleurs, dans les conditions techniques de la seconde moitié du vingtième siècle, avec l'universalisation des médias audiovisuels de propriété privée s'est reconstitué un espace public de discussion, mais dont l'accès est strictement contrôlé et en pratique réservé à des groupes étroits qui en retirent un privilège absolu d'influencer l'opinion. Deux au moins des conditions minimales permettant de parler de démocratie dans le sens entendu par les anciens, ou par les révolutionnaires de 1789, ne sont donc plus remplies. Avec deux siècles de recul,

on est bien obligé d'observer que les sociétés modernes n'ont jamais pu renouer avec les principes de fonctionnement des démocraties antiques.

On confond souvent la démocratie avec les droits de l'homme, ou avec certaines libertés formelles, ou avec l'égalité des conditions. Des rapports existent, et l'on peut dire que la démocratie est favorable aux libertés, ou qu'elle est peu compatible avec de fortes inégalités, etc... Mais il n'y a aucun intérêt à confondre des plans qui demeurent distincts en logique aussi bien que dans les faits : car une société tyrannique peut être égalitaire (l'URSS de Staline), et une société cloisonnée et inégalitaire peut connaître un degré de liberté individuelle (l'Angleterre). Je m'intéresse ici aux mécanismes institutionnels, et j'utilise le terme de démocratie à la façon de Montesquieu pour désigner un système dans lequel le suffrage populaire joue un rôle dans la prise des décisions politiques. Dans ce sens, ni l'Angleterre ni les Etats-Unis ne valent comme démocraties. Seule à ma connaissance la Suisse, et peut-être certains pays scandinaves, représentent des approximations de ce concept, avec, dans un tout autre genre, les micro-sociétés primitives. Ces exemples montrent, ainsi que les précédents antiques, que la démocratie a peu de rapport avec l'autonomie individuelle, mais beaucoup plus avec l'égalité. La démocratie, c'est fondamentalement l'équidistance de tous par rapport au pouvoir, et une véritable identité des droits et des obligations. Or, si l'on retient ce critère comme principal, considérant qu'aujourd'hui le modèle républicain issu des idées de 1789 est en déclin, et que l'on peut considérer la crise totalitaire des années 1920-1950 comme une phase aiguë, quoique non terminale, de sa lente agonie, on doit admettre que les écarts introduits par rapport au modèle démocratique idéalisé par les hommes des années 89 à 93 sont devenus si considérables qu'il est sans doute abusif de parler aujourd'hui de démocratie dans

quelque pays que ce soit de l'Occident riche, si ce n'est en un sens extrêmement vague.

Pour un penseur pessimiste comme Vilfredo Pareto, et qui plus est convaincu du caractère cyclique de l'histoire humaine, il était tout à fait illusoire de croire que la révolution Française, ou toute autre révolution, eût pu être autre chose qu'une péripétie fournissant seulement un exemple parmi d'autres de l'éternelle oscillation entre les périodes de force et de faiblesse du pouvoir central. Il faut lui accorder que la prétendue "démocratie" du vingtième siècle n'était qu'un avatar de l'éternelle ploutocratie démagogique, asseyant le pouvoir de l'argent sur une alliance avec les basses classes, achetées aux dépens des couches laborieuses intermédiaires. On peut seulement différer de Pareto sur le point de savoir si ce devenir était inéluctable et si le ver était comme il le pense dans le fruit dès l'origine, car il est permis de penser que les choses auraient pu tourner autrement, si par exemple Robespierre avait trouvé une troisième voie qui n'aurait consisté ni à accepter la dictature pour lui-même, comme il se refusa à faire, ni à l'abandonner à moins scrupuleux que lui.

On voudrait pouvoir rejouer la révolution française, et redonner une chance aux sans-culottes contre à la fois les corrompus, les généraux et les aristocrates. Mais au lieu de cela, Napoléon était venu, qui avait perfectionné les recettes politiques et les institutions du totalitarisme à venir, puis la révolution industrielle qui en avait fait mûrir les conditions démographiques et inventé les instruments matériels. Pareto, mort en 1923, ne vit rien du totalitarisme, et de sa nouveauté radicale. Rétrospectivement, le pessimisme de Pareto est pour nous un optimisme: car ce ne serait encore rien si nous étions seulement condamnés à des cycles de violence du pouvoir plus ou moins extrême. Les moyens de nuire ont toujours tracé la limite :

et avec les avancées de la technologie, elles ont reculé de façon accélérée, et à point qui aurait semblé impossible aux plus pessimistes de nos politistes du passé. Néron après tout, ou bien peut-être est-ce un autre de ces empereurs romains qui servirent de modèle secret ou explicite à nos gouvernants, ne pouvait que rêver de trancher d'un seul coup la tête du peuple romain, Hitler n'a pu qu'entreprendre de faire le même genre de chose : mais nombre de nos tyrans modernes le peuvent effectivement.

Paradoxalement si l'on considère leurs positionnements respectifs sur le trompeur arc-en-ciel politique que sous-entendent les termes si réducteurs, et réducteurs jusqu'à la mystification, de 'gauche' et de 'droite', on peut trouver dans les analyses de Jürgen Habermas une explication qui s'articule avec l'esquisse pessimiste de Vilfredo Pareto concernant le devenir totalitaire de la révolution française. Des analyses convaincantes sur les modes de légitimation et les avatars du droit dans la société technicienne se rencontrent chez lui dans *La Science et la Technique comme Idéologie*, et dans *Theorie und Praxis*.

Pour Pareto, le projet même d'une société d'égalité relative en même temps que de concurrence et de performance, qui était celui des révolutions démocratiques du dix-huitième siècle, recelait une contradiction interne qui s'est progressivement développée : les écarts de richesse ne pouvaient que tendre à s'accroître indéfiniment si aucune limite ne leur était fixée par construction.

Les traditions démocratiques anglaise, américaine et française sont différentes, admet Habermas, mais elles ont en commun de s'appuyer sur la notion initiale d'un "droit naturel", dont une déduction théorique abstraite permet de faire découler un certain nombre de droits de l'homme, dont la réalisation fut fixée comme objectif. Or, leur expérience historique commune, soulignée par Marx, c'est que les

systemes politiques à base de droits formels effectivement déduits du "droit naturel" n'avaient pas abouti à l'émancipation attendue.

A cette contradiction, les sociétés démocratiques ont répondu par un interventionnisme toujours accru de l'Etat, tendant à aboutir à ce que Juergen Habermas appelle un "Etat social" (Sozialstaat), c'est à dire que venant remettre en cause les inégalités créées par le marché, l'État joue les Robins des Bois en prenant aux riches pour donner aux pauvres. C'est en généralisant ce schéma que, comme le souligne Habermas, les sociétés dites "démocratiques" issues de l'amollissement des tyrannies post-révolutionnaires, en réalité autoritaires-plébiscitaires elles aussi, mais soucieuses de surmonter par des moyens plus sournois les désordres et aux violences sur lesquels débouchait l'application du plan post-révolutionnaire initial, se sont progressivement orientées vers un interventionnisme social, qui avait en réalité été inventé par le Second Empire en France, et poussé au plus loin par Bismark en Allemagne. Le résultat est que les pauvres ont deux employeurs : celui pour lequel ils fournissent un travail productif, et l'État qui les rémunère en tant que citoyens, ou même fait d'eux des citoyens en tant qu'il les rémunère.

Les révolutionnaires français, déjà, considéraient que l'harmonie sociale ne peut pas découler, comme le pensent les libéraux, de la liberté laissée au jeu des intérêts égoïstes dans le cadre d'un ordre naturel organisé par l'Etat: ils devaient donc nécessairement se poser la question du mécanisme qui permettrait de les faire prévaloir, et aboutir ainsi secondairement à l'idée d'une transformation continue de la société par elle-même. Dans la Déclaration française des droits, la "société" est désignée comme le sujet qui organise totalement la vie des hommes; et elle ne s'identifie ni au gouvernement, ni à la simple réunion des individus. Un tournant est pris en 1793 lorsque des droits relatifs à la participation des individus à la vie

sociale sont ajoutés au catalogue des droits fondamentaux: car alors, c'est l'organisation même de la vie sociale qui se trouve soumise à l'intervention de la volonté politique. La rupture est désormais nette avec la conception libérale du droit naturel, selon laquelle les droits fondamentaux découlent automatiquement des lois du commerce, préexistantes à l'Etat, et transposées sans altération majeure dans l'ordre politique. Typiquement, donc, par la confiance mise dans la proclamation de quelques principes de droit abstraits et généraux, on aboutit, comme le prévoyait déjà Marx, à des systèmes oligarchiques dans lesquels la décision est le monopole de petits groupes de concertation qui à la fois possèdent l'économie et dominent l'État. Les Etats-Unis, la France voient même se constituer de grandes familles qui se transmettent les charges quasi-héréditairement, rejoignant l'Angleterre dont ce fut de tout temps la pratique après l'échec des tentatives de restauration autoritaire au dix-septième siècle et la victoire définitive de l'aristocratie, ou plus précisément du principe aristocratique, le monarque anglais gardant un statut pré-éminent comme le premier des aristocrates et la plus grande fortune du pays.

Dépassant par avance la conception libérale inconsciemment reprise par Marx, des droits fondamentaux, la Révolution française avait lancé l'idée d'une société politique: elle voulait fonder une organisation embrassant à la fois la société et l'Etat. Dans la perspective d'un Etat social, les droits fondamentaux s'interprètent comme constitution organisant à la fois la société et l'Etat, et la fiction d'une liberté pré-politique n'est plus entretenue. Dans un tel cadre, les droits fondamentaux doivent effectivement garantir une égalité réelle dans la création et le partage des richesses, et la distinction entre droits de l'homme et droits du citoyen n'est plus tenable; on ne se contente plus de simplement ajouter des droits sociaux comme un complément aux droits politiques: les droits humains fondamentaux y sont compris

comme des droits politiques, et ne prennent leur sens qu'en fonction de l'ensemble de l'organisation légale. Par exemple, le droit de propriété est d'une part affirmé comme une liberté fondamentale, et d'autre part limité par d'autres garanties de type social. Ou bien encore, les droits fondamentaux d'expression, qui garantissent initialement l'existence d'une opinion publique, sont reconvertis en mécanismes garantissant la participation de tous, et complétés par des dispositions visant à l'organisation des médias et des partis. Même les droits garantissant l'intimité de la famille et l'intégrité physique des personnes perdent leur caractère purement négatif avec l'affirmation d'un droit à l'épanouissement de la personnalité. Tous ces droits sociaux ne se fondent plus sur des rapports de droit spontanément stabilisés par les nécessités du commerce, et l'autonomie de l'individu elle-même ne peut plus dériver que de l'ensemble de l'organisation politique. Autant dire que les droits élémentaires à la liberté, la propriété, la sécurité, dépendent de la possibilité de réaliser une intégration démocratique de plus en plus poussée des intérêts des acteurs dans le cadre de l'Etat: et alors leur validité effective dépend désormais du caractère effectivement démocratique de l'État : et donc, par une inversion dialectique redoutable mais prévisible, on comprend que la lutte des intérêts va pousser à la décadence des institutions démocratiques, qui va compromettre en même temps l'égalité économique et même la survie des plus pauvres, et les droits politiques les plus fondamentaux. Les plus riches vont avoir intérêt à saper les fondements mêmes de l'État démocratique pour échapper au joug de l'impôt : et c'est bien ce que l'on a vu, de façon particulièrement spectaculaire en Grande-Bretagne avec le thatchérisme, mais partout dans les pays développés, en réaction contre les politiques socialisantes de redistribution d'après-guerre qui avaient été adoptées par peur du communisme. C'est donc une sorte de machine à deux temps qui s'installe, une guerre civile froide et permanente des riches contre les pauvres débouche à l'occasion sur un épisode fasciste, qui s'internationalise en une guerre

civile chaude : et c'est toute l'histoire du vingtième siècle, dont les ferments n'ont pas disparu au vingt-et-unième.

Mais l'histoire passée montre qu'une forme d'État social peut aussi trouver une stabilité à long terme, sinon définitive, à condition d'adopter lui-même certaines des recettes du fascisme. C'est ce qui s'est passé en France au dix-neuvième siècle lorsque les moments enthousiastes de l'hiver 1848 dans toute l'Europe débouchèrent le printemps venu sur l'abolition d'une première forme, primitive, d'État social, sur le massacre des prolétaires parisiens, et quelques mois plus tard sur l'installation au pouvoir de l'autoritarisme borné d'une bourgeoisie libérale-illibérale soucieuse de technique et de profit financier, et qui conduira ses affaires sous la protection d'un Napoléon III pour qui l'armée est avant tout une police. Le prix en sera payé en 1870, mais quoique la terminaison donne un goût d'échec, le schéma sera repris un peu partout pour répondre au discrédit du principe de la monarchie héréditaire. Le second empire, que l'on peut décrire comme un coup d'État du socialisme utopique dans sa version Saint-Simonienne, est l'exemple paradigmatique du pouvoir absolu sans monarque héréditaire. Franco, Mussolini, Hitler et tous les régimes militaires du nouveau monde et des mondes émergents sont des héritiers de Napoléon III, gouvernant paradoxal, modernisateur et tueur, tirant sa légitimité du plébiscite mais appuyé sur l'Église, et contrôlant les oppositions par la police, la censure et la corruption.

Dans l'État social mature et stabilisé sous forme autoritaire, la société comme l'Etat sont tous deux embrassés par l'action politique, et l'on aboutit à des Etats technocratiques gérant des sociétés massifiées. Juergen Habermas montre comment les principes fondateurs des démocraties occidentales, et les droits de l'homme qui y sont originellement associés, finissent dans ces conditions par entretenir un

rapport très ambigu et très lointain avec les véritables principes sous-tendant l'action politique dans un régime non-personnel.

En pratique cette évolution n'alla au vingtième siècle jusqu'à son terme, c'est à dire jusqu'au totalitarisme, qu'en Europe continentale. Le modèle anglo-américain qui entre l'égalité et la liberté fit le choix de la liberté s'imposa par les armes et la création d'un statut de protectorat pour les pays de l'État social effondré en tyrannie. Si Habermas conclut bizarrement en semblant reconnaître pour la période actuelle comme globalement 'démocratiques' des systèmes aussi différents entre eux et aussi différents de l'épure théorique que les systèmes anglais, français et états-uniens, son schéma doit être approuvé sur le fond : et la vraie leçon est que même si le totalitarisme est l'exception, il n'y a pas davantage de démocratie en France, en Angleterre et aux Etats-Unis qu'il n'y a d'atmosphère sur la planète Mars. Ce qui y existe, ce sont des traditions de résistance aux abus du pouvoir, et des structures instituées qui le limitent, selon la vision de Montesquieu. Ce sont, dans les catégories du grand bordelais, des états non-despotiques, ce qui est déjà beaucoup, mais pas pour autant des démocraties au sens exigeant du terme. Considérant l'Angleterre, les Etats-Unis et la France du vingtième siècle, Montesquieu aurait sans doute vu, respectivement, une aristocratie tempérée par la ploutocratie et les corporations, une ploutocratie décentralisée, une monarchie élective, à la fois plébiscitaire et ploutocratique, mais à tendance autoritaire.

Marx pour sa part avait repris l'idée libérale que c'était un état donné des rapports économiques spontanés qui se trouvait transposé en institutions politiques. Mais il niait que l'un de ces états pût être considéré comme naturel et naturellement optimal: au contraire, il se mit à confronter les résultats de la révolution bourgeoise à ses propres ambitions pour en faire la critique; et il n'eut aucune peine à montrer

que le libre jeu des rapports économiques rendait impossible l'accession de tous sur un pied d'égalité à une autonomie personnelle : car si l'Etat n'est que le garant d'un contrat liant tous les membres de la société, et dans le cadre duquel les individus peuvent s'adonner à leurs désirs divers et arbitraires, le résultat final est donné à l'avance: c'est l'égoïsme et la passivité, effectivement typiques de la société bourgeoise, et qui engendrent sur le temps long des spécialisations sociales héréditaires, dont l'exercice du pouvoir et le maniement de l'argent. Et l'on aboutit au total à des sociétés stratifiées et rigides, ce qui ne serait rien si elles ne semblaient pas périodiquement dans l'horreur.

Ce que nous expérimentons au vingt-et-unième siècle est: la faillite qui pourrait en principe n'être que sectorielle des institutions strictement politiques, du système de la représentation, des garanties d'intégrité et de compétence des acteurs étatiques, met en danger l'harmonie sociale à ses niveaux les plus intimes, pourrit les rapports humains à l'intérieur des entreprises, des familles, altère les rapports entre les sexes, les générations, les régions, fragilise tous les contrats, détruit la confiance dans le commerce et jusqu'à la sécurité physique dans l'espace public, parce qu'il n'est pas un aspect de la vie sociale qui n'ait été corseté par des normes devenues aberrantes avec la montée de l'incompétence et de la corruption, et la partialité de l'Etat assiégé par des intérêts dominants. D'une loi égale pour tous et d'une équidistance de chacun au pouvoir, il n'est plus du tout question. Au lieu de cela, les hasards de la guerre entre les nouvelles classes, castes, corporations et tribus.

### 3. Morale et politique

Si la morale a pour fondement la conscience individuelle et le libre exercice de la raison, aucune action ne peut être dite morale, ni d'ailleurs immorale, si ce n'est par référence au libre arbitre d'un individu. La politique est au contraire, le domaine de l'action collective s'imposant à tous, et donc de ce qui n'est pas laissé à l'action individuelle libre.

Si l'on qualifie de "pratique" la dimension de ce que les hommes font et qui ne se ramène pas à des fabrications (la dimension du "DO", qui ne se réduit pas au "MAKE", selon l'opposition mise en avant par Hannah Arendt), il est clair que l'on peut y distinguer l'action collective d'une part, et l'action individuelle de l'autre: et c'est l'action individuelle qui relève de la morale, tandis que l'action collective est à comprendre et à juger selon les catégories de la politique. Mais notre époque, dit Hannah Arendt, se caractérise par une réduction croissante du "DO" au "MAKE": ce qui se trahit dans l'usage linguistique par l'irruption de tout le vocabulaire de l'atelier et du laboratoire dans le domaine du commentaire politique. Le résultat final est ce que décrit Habermas: la logique, dominante, et même obsédante, des moyens mis en oeuvre en vue d'une fin, supplante totalement la logique de l'action collective aussi bien qu'individuelle: l'essence de la morale et celle de la politique sont toutes deux oubliées, et c'est pour cela que les gestionnaires peuvent en appeler à une pseudo-morale pour légitimer leur non-politique. La politique est le champ à l'intérieur duquel on cherche collectivement à neutraliser la question de la moralité: porter un jugement d'ordre moral sur un acte dicté par l'obéissance, ou sur un commandement politiquement légitimé constitue donc une faute de logique.

La seule chose qui soit absolument bonne, nous dit Kant, c'est une bonne volonté: et cela quels qu'en soient les résultats pratiques. La politique opère dans un autre champ. Ses objectifs ont toujours une valeur relative aux temps, aux lieux, aux circonstances. Une bonne politique ne se juge pas seulement à ses intentions, mais aussi à ses résultats: et la pire de toutes, fait remarquer Hannah Arendt, c'est celle qui se fixe des objectifs absolus. Certes, la conscience individuelle peut poser des jugements moraux sur les actes et les systèmes politiques, et la décision individuelle d'obéir ou de résister à une politique peut avoir une dimension morale: mais seulement pour autant qu'il s'agit de jugements et de décisions individuels librement assumés. C'est en ce sens seulement que la morale n'est pas étrangère à la politique. En revanche, des institutions, même aussi controversées ou choquantes pour la sensibilité moderne que l'esclavage ou la peine de mort ne peuvent être combattues ni défendues du point de vue de la morale: elles ne sont justifiées ou condamnables que conditionnellement, c'est-à-dire après considération des circonstances et des alternatives possibles.

Ce n'est pas la morale individuelle que l'on souhaite ni que l'on peut voir triompher dans la politique, et ce n'est que par illusion ou par supercherie qu'un programme politique peut prétendre correspondre de façon simple et univoque à des exigences de moralité formulables comme des impératifs catégoriques. Au contraire de la moralité, qui est universelle et fixe, puisque découlant de la définition de l'homme comme être doué de raison, les institutions politiques sont ce qui change dans l'histoire au moyen de l'action politique, qui est l'instrument du progrès. La politique ne doit pas prétendre incarner un bien absolu, mais se limiter à définir et à tenter de réaliser un souhaitable collectif: elle est un modeste art du possible, et elle doit se soumettre dans chacune de ses actions au jugement des faits.

Voici ce qu'en dit Pareto dans "Transformations de la Démocratie": *"Ogni stato essendo prodotto dai passati e origine dei futuri, chi volesse dare di esso un giudizio assoluto di "bene" o di "male" dovrebbe conoscere tutti quegli stati futuri sino all'infinito: e poiché ciò non è possibile, non può dare tale giudizio e deve lasciare l'assoluto per appigliarsi al contingente, definire quei termini: bene e male, ricercare solo gli effetti prossimi dello stato che studia, fissando all'incirca il limite che indica questo termine prossimo."*

*(Tout état des choses étant le produit des précédents et l'origine des subséquents, il, faut, si l'on veut, sur l'un d'entre eux, porter un jugement absolu comme "bon" ou comme "mauvais", connaître tous les états subséquents, jusqu'à l'infini: ce qui est impossible. Il vaut donc mieux laisser de côté l'absolu, et s'attacher au contingent. Il faut donner une définition des termes de "bien" et de "mal", et rechercher les effets proches de l'état que l'on étudie, en fixant précisément la limite de ce que l'on considère comme proche.)*

Les hommes politiques font exactement l'inverse lorsqu'ils excusent les effets immédiats de leurs mesures par ceux, plus lointains qu'ils en attendent. Or, Pareto nie absolument qu'il puisse exister une quelconque "sympathie" automatique entre les bonnes intentions d'une politique et ses effets réels, même à long terme:

*"Sparta negava la cittadinanza ai forestieri; Roma la concedeva indirettamente, accogliendo i liberti tra i cittadini. Quale giudizio si può dare di tali provvedimenti: 1° Sotto l'aspetto della supposta eguaglianza degli uomini, degli immortali loro diritti, dell'umanità? 2° Sotto l'aspetto delle conseguenze economiche, sociali, politiche? Sono due quesiti distinti, che nulla hanno di comune."*

*(Sparte déniait le droit de cité aux étrangers, et Rome le leur concédait indirectement, puisqu'elle recevait les affranchis comme citoyens. Que faut-il penser de ces dispositions, d'une part du point de vue de la prétendue égalité, et des immortels droits de l'homme, et d'autre part du point de vue des conséquences économiques, sociales et politiques réelles? Ce sont deux questions distinctes, qui n'ont rien de commun.)*

Dans "Droit Naturel et révolution", Juergen Habermas montre comment les révolutions du dix-huitième siècle ont très précisément consisté à séparer la morale de la politique, faisant de la morale une instance supérieure et un recours parce que justement elles en faisaient une affaire individuelle et privée. Le droit formel bourgeois engendre automatiquement des libertés parce qu'il rend licite et privé tout ce qu'il n'interdit pas après l'avoir attiré dans la sphère publique: la contrepartie étant que ce qui est interdit ne l'est pas au motif d'immoralité, mais simplement, et circulairement, d'illégalité. Dans un Etat de droit, le domaine de la loi est affranchi des considérations morales, et le domaine de la moralité n'est pas régi par des lois. Les nazis, souligne Hannah Arendt, n'avaient en leur temps rien fait d'autre que de revendiquer ouvertement l'abolition de la distinction entre public et privé que la bourgeoisie avait secrètement mise en pratique depuis toujours en mettant les institutions publiques au service de ses intérêts privés: et c'est à nouveau cette distinction que la technocratie fait sauter parce que son projet consiste à tout réglementer pour gérer plus efficacement, et donc à refuser toute limitation au domaine de la loi, et à intégrer à un niveau collectif les considérations d'ordre moral, pour ne pas s'en voir opposer d'individuelles. Il est impossible de ne pas dénoncer la parenté de ce projet avec le projet totalitaire, bien que l'intention et les moyens soient différents.

En effet, l'espace de la morale, dans la conception traditionnelle, était précisément celui qui était laissé à la liberté du citoyen parce qu'il n'était pas réglementé par la loi, mais protégé par les droits fondamentaux. Or, comme l'explique Juergen Habermas dans "Droit Naturel et Révolution", dans les démocraties bourgeoises, sociales et industrielles contemporaines, caractérisées par la massification et la bureaucratisation, les conditions d'un espace dépolitisé ont disparu à mesure que l'Etat intervenait davantage dans le devenir de la société. Et il en résulte que, quoique certaines garanties constitutionnelles héritées des révolutions soient le fondement reconnu de l'Etat de droit, le droit naturel qui les avait fondées ne s'appuie plus sur aucune construction philosophique établie et reconnue.

Le recours constant à l'alibi de la morale aboutit à occulter la dimension politique dans ce qu'elle a de spécifique, et conduit en même temps à une confusion dangereuse entre moralité individuelle et idéal politique. Cette confusion est utile à un pouvoir qui représente un avortement du programme émancipateur des Lumières, de la Révolution, et du mouvement ouvrier des années 1848-1917. La technocratie, plus peut-être qu'aucune autre forme de pouvoir avant elle, prétend sans cesse au caractère moral de ses décisions. Et, de cette moralité, elle prétend souvent donner une démonstration politique: ce qui est une contradiction, et un comble, car, si la morale a pour source la conscience individuelle, les décisions politiques n'ont une dimension morale qu'à proportion qu'elles sont prises en conscience et le plus collectivement possible, c'est à dire en y faisant participer le plus de consciences possible: et un pouvoir oligarchique et parcellisé, comme est le pouvoir bureaucratique, et qui cherche sans cesse à faire oublier le poids décisif de ses décisions aveugles en mettant en avant la contrainte des réalités, ne peut en même temps se prétendre moral.

Mais l'introduction d'une prétendue moralité dans la sphère politique n'est pas un alibi choisi arbitrairement: c'est une conséquence de la disparition de l'échafaudage démocratique, qui comportait de façon solidaire le caractère formel du droit, la distinction public/privé, et l'assignation de la dimension de la moralité à la sphère privée. Dans le système technocratique, au contraire, le pouvoir entre partout, et, s'il prétend s'occuper de la moralité de ses actions, ce n'est pas pour mettre de la morale dans le domaine la politique, mais parce qu'il a annexé la vie privée, où la morale est à sa place, bien qu'elle ne puisse pas y survivre dès lors que la technocratie s'y est immiscée, avec ses préoccupations purement opératoires et utilitaires.

Voici en substance ce que dit Juergen Habermas des rapports entre droit naturel, droit formel bourgeois, révolution, et moralité, dans "Droit Naturel et Révolution": "Il est intéressant de trouver quel peut être le lien immanent entre droit naturel moderne et révolution bourgeoise. L'accrochage du droit traditionnel à une nature transcendante était obtenu par la référence à une moralité affectant tous les aspects de la vie, et en particulier le privé comme le professionnel. Héritier de l'opposition métaphysique entre monde matériel et monde spirituel, le droit naturel classique est centré sur une moralité bourgeoise à la fois privée et professionnelle, reliée tant bien que mal à une théologie et à une cosmogonie. Le droit formel moderne, en revanche, n'est en rien un catalogue de devoirs relatifs à l'organisation matérielle de la vie, parce qu'il remplace une séparation matériel/spirituel à surmonter par une séparation public/privé qu'il s'agit de maintenir.

Etant formel, le droit bourgeois engendre automatiquement des libertés parce qu'il rend licite et privé tout ce qu'il n'attire pas dans la sphère publique et n'interdit pas. Il garantit en premier lieu la propriété, qui garantit automatiquement à son tour la

vie et la liberté des personnes. Instaurant une coupure entre espace privé et espace public, il aménage un espace de liberté à l'intérieur duquel chaque bourgeois peut rechercher sans aucune restriction la maximisation de ses satisfactions.

Parce qu'il est formel et autorise tout ce qu'il n'interdit pas, le droit naturel bourgeois crée des espaces de liberté privés d'une part, et d'autre part un espace de la loi affranchi des considérations morales. La déconnection de la morale à base métaphysique et de la loi dans le droit bourgeois permet l'apparition d'un nouveau système des devoirs dont la maxime fondamentale est la recherche de l'autonomie. En revanche, le passage du droit traditionnel au droit naturel moderne ne permet pas un retour à un système de la vertu dans la sphère de l'action matérielle. Si des devoirs s'en déduisent, comme dans la construction des physiocrates, ce ne sont plus des devoirs se rattachant à une vertu, mais à la conquête de l'autonomie matérielle. Dans l'espace public, qu'il délimite comme moralement neutre, le droit formel dégage l'individu de toute motivation par un devoir intériorisé. Il favorise en même temps la perception et la délimitation des intérêts personnels. Dès lors, les limitations qui en découlent ne peuvent s'imposer que de l'extérieur:

C'est précisément parce qu'il est un droit visant à la liberté qu'un droit formel détaché des nécessités de la vie doit s'appuyer sur la force. L'obéissance forcée en certaines matières est la contrepartie de l'autonomie personnelle quant au reste. Un domaine de la légalité est ainsi délimité comme radicalement disjoint du domaine de la moralité."

Une autre conséquence de la confusion entretenue entre morale et politique est l'atrophie du sens moral dans le champ qui devrait être le sien. On peut craindre que le véritable sentiment de solidarité soit étouffé par l'existence d'impôts censés le manifester, et l'existence de lois enjoignant aux citoyens d'aimer leurs enfants ne

me semble pas tant manifester la nécessité de pallier un déficit de l'amour parental, qu'un désir, de la part des gouvernements, de le voir disparaître tout à fait pour le remplacer par la protection du pouvoir étatique sur tous les âges de la vie. La morale est le guide de l'action individuelle et la politique le moyen de l'action collective: mais déplacer au contraire la morale dans le champ de la politique, c'est signifier que les questions de morale trouveront désormais leur solution par l'action collective et non individuelle: c'est en retour convaincre l'individu de son impuissance morale tant qu'il n'agit qu'isolément, et du caractère fondamentalement dérisoire de toutes ses entreprises, dès lors qu'elles ne contribuent pas efficacement à promouvoir son intérêt personnel immédiat. C'est donc en faire, en toute bonne foi et en toute bonne conscience, un amoraliste irresponsable.

Au point où nous en sommes venus, la seule action morale qui reste permise est de faire périodiquement le bon choix électoral. Ainsi, la boucle est bouclée et tout est mis à l'envers: le choix politique est strictement contraint par un impératif catégorique de pacotille, et la règle morale est évacuée de la vie quotidienne, entièrement dominée par l'affrontement brutal des intérêts.

## **4. La bureaucratisation**

Les conditions sont de fond et elles sont permanentes, mais les situations concrètes sont fluctuantes. Au vingtième siècle, ce qu'après Hannah Arendt, mais qui reprenait une nouveauté langagière de Benito Mussolini, on a nommé le '*totalitarisme*' s'est présenté comme une crise que l'on avait cru, à coup de canons, et avec quelques pendaisons exemplaires, surmonter. Guy Debord rompt avec cet optimisme qui fait du '*totalitarisme*' - mais lui préférait parler du

'*fascisme*', concept moins confus et abstrait - un mal dont nous serions aujourd'hui mieux gardés. La conséquence du changement de dénomination est qu'il fallait ramener à une forme de fascisme le régime qui avait prévalu dans l'URSS de Staline. Et c'est ce que Debord fait plus ou moins, mais sans aller jusqu'à produire littéralement l'équation paradoxale '*communisme égale fascisme*' qu'il laisse aux théoriciens du *totalitarisme*.

Plus discrètement, Debord recourt au concept nouveau de '*société du spectacle*' pour pouvoir distinguer entre '*spectacle diffus*' et '*spectacle concentré*' - celui de l'Occident riche et celui du monde soviétisé - , les deux relevant implicitement d'un '*fascisme*' qui n'est pourtant pas le fascisme historique, car il n'en reprend pas les moyens les plus grossiers de domination, mais revient à l'esprit premier des théoriciens de la manipulation des foules, qui préconisaient une propagande puissante mais sournoise passant aussi bien par les institutions d'éducation que les médias et la publicité commerciale ordinaire, à quoi devait s'ajouter le fait que les prothèses matérielles sans cesse augmentées induisaient automatiquement des comportements et une psychologie collective conforme aux exigences de l'appareil social et industriel global : une *idéologie réalisée* qui n'avait plus besoin de discours idéologique pour s'imposer.

Le *socialisme*, on le sait, signifie travailler beaucoup, faisait remarquer Debord, « *dans le stalinisme lui-même, l'économie a montré son indépendance puisqu'elle a su reconstituer la domination de classe qui lui est nécessaire: la puissance créée par la bourgeoisie peut se passer désormais de bourgeoisie, la bureaucratie totalitaire servant de classe dominante de substitution pour l'économie marchande* ». Le fascisme nazi et mussolinien, quant à lui, fut bientôt vaincu, mais il est aussi une des puissances fondatrices de la société actuelle par la part prise

dans la destruction du mouvement ouvrier, et par certaines leçons de méthode politique qui n'ont pas été oubliées, et qui, sinon partout et toujours utilisées, restent partout et toujours en réserve .

Aujourd'hui, concluait Guy Debord dans *"La Société du Spectacle"*, la technocratie est la continuation du pouvoir de l'économie, qui domine le monde entier, et dont le développement aveugle découle de la victoire du bolchévisme d'un côté, de la social-démocratie de l'autre. Bolchévisme et social-démocratie luttant pour la gestion d'un même système, c'est la même misère qui se cache sous les oppositions officielles, quoique les fausses luttes de ces deux formes rivales de pouvoir soient en même temps réelles, en ce qu'elles traduisent le développement inégal et conflictuel du système. Le bolchévisme est une version pauvre du capitalisme occidental, mais l'essentiel est leur profonde unité, et leur commune continuité avec l'aventure nazie dont ils ne font, pour l'instant, qu'éviter les excès les plus voyants.

Si le gouvernement démocratique fut autrefois possible dans certaines sociétés techniquement primitives et géographiquement concentrées, il fut toujours transitoire et exceptionnel. Il s'agit toujours d'un système difficile, et l'histoire des deux derniers siècles a été marquée par des développements qui lui sont défavorables. Parmi ceux-ci, Hannah Arendt insiste particulièrement sur l'enrichissement des sociétés et sur l'explosion démographique, rendant de plus en plus pesante l'exigence de gestion quotidienne: si l'on adopte un point de vue purement descriptif, il est clair que, dans la sphère économique fonctionnant selon les principes du libéralisme, la compétition a abouti non pas au marché parfait des théoriciens libéraux, mais à la constitution progressive de vastes conglomerats industriels et financiers qui ont aboli le marché. Juergen Habermas insiste de son côté sur l'émergence des moyens techniques nouveaux, demandant de même à être

gérés, sans que, dans un cas comme dans l'autre, l'intervention populaire dans cette gestion, et le dialogue social sur les choix effectués, puisse être organisé de façon satisfaisante. Cette évolution infirme le volet politique de la vision "libérale" selon laquelle la démocratie économique serait le modèle et la condition de la démocratie politique, mais elle ne fournit aucune validation des projets construits en opposition aux doctrines libérales: dirigisme, socialisme, technocratie, etc...

Si l'on raisonne comme Juergen Habermas en termes de "légitimation", on observe que, dans la révolution française et dans l'extension subséquente de ses principes au reste de l'Europe continentale, un nouveau système de légitimation du pouvoir s'était substitué au système à base religieuse qui fondait les monarchies héréditaires. Mais ce changement ne représentait pas une rupture considérable. La légitimation du pouvoir par la volonté du peuple était encore une légitimation par une vision du monde: la base idéologique de la démocratie bourgeoise était devenue la sacralisation de l'humanité elle-même. Le culte du progrès ne faisait que laïciser l'idée chrétienne de salut. La politique restait donc rattachée à une transcendance, et donc à des modes de pensée traditionnels, même si le matérialisme des fins proposées à la collectivité représentait, d'un point de vue chrétien, un retour à l'idolâtrie. Dans ses débuts, la République est encore en continuité avec les pouvoirs de droit divin les plus archaïques. Au contraire, l'époque moderne, époque sans vision du monde, est marquée par l'émergence de la bureaucratie et du totalitarisme, qui gèrent les choses, et qui ramènent l'homme lui-même à un statut d'objet animal, c'est à dire de cheptel.

En conclusion, les conditions théoriques du marché parfait sont bien, comme le veut la théorie libérale, les conditions historiquement observées de la démocratie politique: l'autonomie et la relative égalité de fortune des citoyens-propriétaires,

mais, contrairement à l'optimisme des théoriciens libéraux, le marché libre ne tend pas à la conservation de ces conditions. Aujourd'hui, ces conditions ont disparu: à leur place, on a des bureaucraties d'état d'un côté, et de l'autre, des monopoles dont le mode de gestion est également bureaucratique. De ce fait, le débat que l'on voit périodiquement resurgir à propos des avantages respectifs des gestions publique et privés, et les alternances de politiques qui tantôt nationalisent et tantôt privatisent certains secteurs d'activité, ainsi que l'opposition entre Etat et 'société civile' est largement factice. Les mécanismes de marché n'ont les effets décrits et loués par les théoriciens du libéralisme que lorsque la propriété est très divisée, et le pouvoir économique avec elle. Mais actuellement, ce que l'on appelle le "marché" n'est que l'empoignade confuse entre quelques grands groupes bureaucratés opérant en interpénétration avec les bureaucraties d'Etat. C'est ce qui fait du despotisme oriental modernisé à la chinoise le modèle phare pour l'ensemble des classes dirigeantes mondiales, et du débat français des années quatre-vingts sur les "privatisations" et les "nationalisations" un archaïsme et un jeu politicien passager pour des élites dirigeantes qui s'orientaient en réalité dans une toute autre direction, appliquant en pratique le programme décrit par Guy Debord comme une réalité dès les années soixante, puisqu'il était déjà en germe : *"De l'économie et de l'Etat, on peut dire de chacune qu'elle possède l'autre. Il est absurde d'opposer leurs raisons et leurs déraison... La fusion économique-étatique est un des traits déterminants de la société modernisée jusqu'au stade du spectaculaire intégré"*.

La leçon à tirer est donc probablement qu'un retour à la démocratie ne pourrait résulter que d'une prise en compte des rapports dialectiques, et non à sens unique, qui existent entre conditions matérielles et organisation sociale, et non dans un

retour aux débats sur le socialisme et la planification qui ont marqué le vingtième siècle.

Partant de Marcuse, Juergen Habermas insiste sur les phénomènes qui sont de l'ordre de la psychologie sociale. Selon lui, un seuil irréversible est franchi lorsque l'innovation technique, de phénomène marginal, devient un facteur essentiel, et bientôt institutionnalisé, du changement de la société: alors, le mouvement perpétuel de l'économie désacralise les rapports sociaux traditionnels et le découpage en classes qui y correspond, et interdit qu'il s'en reconstitue de nouveaux sur une base suffisamment stable pour légitimer un pouvoir. Confrontée à la rationalité du travail technicisé, la légitimation fondée sur les relations d'interaction entre humains fait faillite. Les solutions techniques efficaces ne se trouvent pas dans les Ecritures, ni ne se peuvent adopter à la majorité des voix, et les relations vécues quotidiennement dans le travail sont des relations hiérarchiques à sens unique: celui qui est censé ne pas savoir obéit à celui qui est censé savoir. Dans ces conditions, les chefs traditionnels, les autorités morales appuyées sur les traditions, les représentants élus du peuple représentant les intérêts de classe, sont de moins en moins en mesure de prendre la parole au nom du groupe, d'organiser la réflexion collective et le dialogue, et de trancher. Quand bien même ils le font, leurs discours et leurs décisions ont de moins en moins de prise sur la réalité car les secteurs nouvellement ouverts de l'activité humaine restent hors de leur portée. En lieu et place, le critère nouveau de la légitimation est la capacité de guider l'innovation technique par la distribution optimale des ressources, et c'est l'accomplissement de cette tâche qui fait l'objet de la concurrence entre les diverses familles de la bureaucratie, au nombre desquelles il faut compter les bureaucraties d'état, mais aussi les bureaucraties des monopoles de l'argent, les bureaucraties scientifiques, et les bureaucraties syndicales.

Ainsi que Marcuse l'a souligné, l'extension des critères rationnels qui résulte de l'importance prise par la science n'aboutit pas à la rationalisation de la vie sociale par suppression de toute domination politique, mais simplement à une forme nouvelle de domination politique. La rationalisation n'est ni neutre politiquement, ni neutralisante: elle a au contraire un contenu politique inavoué parce qu'elle porte sur les choix stratégiques d'ensemble de la société sans discussion des intérêts sociaux qu'ils affectent. Le mouvement historique que l'on appelle "rationalisation" est en fait l'extension des critères rationnels au-delà de leur sphère d'application originelle. La "rationalisation" ainsi entendue n'affecte plus seulement l'organisation des moyens, mais aussi la prise des décisions fondamentales: ce en quoi elle n'est plus une rationalisation, mais un glissement de la légitimation du pouvoir: la grande nouveauté apportée par la "rationalisation", c'est l'institutionnalisation de la science, qui, dans ses aspects les plus caricaturaux, consiste en une pure et simple utilisation de la science comme alibi de l'arbitraire et de l'irresponsabilité. Dans le scénario le plus extrême, on verra donc le décideur bureaucratique, illégitime et irresponsable, se dissimuler derrière une équipe de pseudo-experts stipendiés pour mentir. *"Tous les experts sont médiatiques-étatiques, et ne sont reconnus experts que par là. Et l'expert qui sert le mieux, c'est, bien sûr, l'expert qui ment"*, disait Guy Debord.

L'affaire de la Soufrière, dans les années quatre-vingts est exemplaire à cet égard: les autorités administratives avaient résolu, devant ce qui pouvait ressembler à un début d'éruption, d'évacuer les localités voisines du volcan. Telle était la décision politique, prise en dehors de toute considération scientifique approfondie, par un pouvoir qui ne voulait courir à aucun degré le risque d'être jugé responsable des morts qu'une éruption aurait entraînées si elle avait eu lieu. Mais l'éruption n'était pas certaine, et l'évacuation comportait en revanche la certitude de ruiner les

populations concernées. Prendre des décisions difficiles et éventuellement impopulaires dans des situations d'incertitude -et parfois se tromper- est la servitude et la grandeur du pouvoir politique: mais c'est là justement la mission que le pseudo-pouvoir technocratique ne veut et ne peut plus assumer. Pour y échapper, il ne s'agit que de se cacher derrière la pseudo-certitude d'une "science" convenablement manipulée. Ce qui rend lumineuse l'affaire de la Soufrière, c'est que le premier expert appelé à témoigner de la nécessité d'évacuer refusa de se prêter au jeu. Il s'agissait d'Haroun Tazieff, qui n'eut pas peur de dire ce qu'il croyait vrai: à savoir qu'à son avis, les prodromes observés n'annonçaient pas une éruption dangereuse. Les autorités furent bien ennuyées, car de la science elles n'attendaient pas un avis pour éclairer leur décision, mais une caution pour une décision déjà prise, mais qu'elles voulaient éviter d'assumer. Elles se tournèrent alors vers un autre "expert" qui voulut bien réciter ce que l'on désirait entendre et surtout faire entendre: que le volcan de la Soufrière menaçait d'exploser. Plusieurs milliers d'habitants furent alors contraints à l'évacuation, et le volcan n'explosa point. *"On ne demande plus à la science de comprendre le monde, ou d'y améliorer quelque chose. On lui demande de justifier instantanément tout ce qui se fait..."*, dit encore Guy Debord.

Aujourd'hui, les groupes dirigeants recherchent certes toujours l'investiture d'un scrutin populaire, mais ce scrutin fonctionne à peu près comme l'acclamation qui faisait les empereurs romains: elle est un sacre qui laisse à l'élu les mains entièrement libres à l'égard des gouvernés, et l'impuissance est la contrepartie de cette indépendance. Pour ce qui est de la détermination de la politique, le débat ne joue plus aucun rôle, ni avant, ni pendant, ni après la période électorale: ce volet du projet démocratique a été abandonné au profit d'une légitimation directe de la décision par une science et une moralité transcendantes que les dirigeants

régulièrement élus sont censés détenir, et que l'on suppose suffisantes à contraindre entièrement les mesures à prendre.

Nous vivons donc sous une dictature bureaucratique servant les intérêts d'une oligarchie de l'argent. La bureaucratie, c'est Hannah Arendt qui le dit, peut se définir comme une tyrannie sans tyran. Règne de l'anonyme, elle est le plus tyrannique de tous les pouvoirs, puisque chacun y est entièrement privé du pouvoir d'agir, et que le pouvoir y est moins que partout ailleurs tenu de rendre compte de ses actes.

Dans les démocraties bourgeoises sociales et industrielles, caractérisées par la massification et la bureaucratisation, les droits de l'homme et du citoyen ont aujourd'hui une position ambiguë et délicate, parce que d'une part, certaines garanties constitutionnelles sont le fondement reconnu de l'Etat de droit, mais en même temps, le droit naturel ne s'y appuie plus sur aucune construction philosophique établie et reconnue. Le catalogue des droits fondamentaux reste donc de conception libérale, mais il a perdu son fondement social à mesure que l'Etat intervenait en retour davantage dans le devenir de la société. C'est ainsi qu'au moindre événement imprévu les libertés les plus élémentaires seront abolies pour un effet attendu très subsidiaire et très incertain, sans que la différence de niveau entre ce qui est gagné et ce qui est perdu soit ressenti dans une classe dominante intellectuellement déchue. Tout devient politique et en même temps rien ne fait plus l'objet d'un débat démocratique. L'activité productive quotidienne est donc soumise à une dictature kafakienne, ou ubuesque, comme on voudra, car en même temps les prescriptions qui l'entravent plutôt qu'elles ne l'organisent ont une origine lointaine, mystérieuse et inaccessible, séparée, et en même temps, mais cela en résulte, elles ont des effets essentiellement destructeurs de par leur incohérence

et leur inadaptation à la réalité de la vie qui tente en vain de continuer dans la société.

Aujourd'hui, l'économie et la répartition des biens ne peuvent plus être présentées comme des phénomènes naturels et spontanés, car l'activité de l'Etat ne se limite plus à l'élaboration d'un droit privé régulé par des droits fondamentaux, elle n'est plus exclusivement d'ordre pratique et juridique: les conditions d'une société dépolitisée ont disparu, car l'Etat produit aussi des prescriptions d'ordre technique, et la pratique étatique se charge de science expérimentale : mais une science corrompue par la pression des intérêts investis dans l'appareil productif à base scientifique.

Les sciences dites sociales elles-mêmes, d'herméneutiques qu'elles étaient, deviennent analytiques: ce qui les laisse susceptibles de fournir des prescriptions opératoires, mais non pas de fixer des objectifs sur le mode normatif. Pour prendre un exemple éclatant, la branche de la psychologie dite « psychanalyse » qui commence comme exemplairement herméneutique avec Freud, et même comme une forme de critique littéraire et d'analyse démystifiante, est dès l'origine entachée par sa récupération par la publicité en Amérique et bientôt par le fascisme en Europe, avant que la psychologie dans son ensemble s'épanouisse comme l'instrument de la manipulation subreptice des comportements, en vue d'objectifs technocratiques qui demeurent eux-même confidentiels, ou dont la réalité est occultée jusqu'au moment où leur atteinte les révèle à l'évidence et les rend assumables. La nouvelle situation créée, dans laquelle ce qui était libre devient réglementé, est alors fixée en droit. Grâce à la psychologie et à la statistique, on n'interdit plus de faire, on n'oblige plus à faire, mais on rend obligatoire ce que l'on a conduit presque tout le monde à faire où à ne plus faire.

Ce sont les outils techniques nouveaux qui changent le plus massivement et rapidement les comportements : avec l'informatisation de la communication, la population toute entière renonce dans l'indifférence au secret de la correspondance et se jette avec enthousiasme dans une expression qui ne distingue plus le public du privé. Le bureaucratie d'État, qui prend peur devant cette nouvelle donne communicationnelle, réagit par des lois coercitives qui font foin de la liberté de pensée, qui n'était pourtant pas une fanfreluche démocratique, mais la prise en compte d'une réalité humaine incompressible : le fait que chaque humain soit muni d'un cerveau séparé. Mais la pratique est désormais détachée et coupée des principes. Le lien théorique de continuité qui, de Locke à Marx, en passant par Hobbes, s'était toujours conservé entre les normes fondamentales de l'activité politique et les méthodes rationalisées de contrôle des processus sociaux, est désormais rompu. Alors qu'autrefois on pouvait diverger et se tromper sur le sens et l'issue des actions que l'on entreprenait en application des principes généralement admis, ce que l'on fait désormais ne peut plus se justifier par les principes que l'on met en avant, et les actions entreprises reposent sur des principes qui demeurent implicites ou qui ne forment pas un système cohérent, puisque les innovations techniques apparaissent de façon incontrôlable et viennent sans cesse bouleverser les conditions pratiques de la vie sociale de façon aléatoire. En conséquence, au lieu de s'inspirer de principes, l'action politique est faite de réflexes adaptatifs empiriques ou au mieux d'un dirigisme fondé sur une vision du monde personnelle. Ce qui était au dix-huitième siècle différence d'interprétation est devenu fracture dans la substance même de la constitution, et la disparition du dialogue social se manifeste comme un abaissement des instances de débat, et en premier lieu, du Parlement, qui n'est plus qu'un théâtre où les ministres viennent faire acclamer leurs approximations, leurs inventions, ou leurs mensonges fugaces et transparents car d'habitude improvisés sur le moment.

Telle est à peu près la présentation que fait Juergen Habermas du phénomène technocratique dans "Droit Naturel et Révolution". Encore Habermas est-il un auteur profondément optimiste et réformiste: il pense que la démocratie peut revenir si l'on parvient à organiser un dialogue entre opinion publique, scientifiques et décideurs, et il ne pose pas la question des forces sociales qui peuvent imposer un tel dialogue, si ce n'est pour constater, sans pour autant vouloir désespérer, qu'elles n'existent pas. Car la bureaucratisation de l'Etat se double encore dans les démocraties occidentales de celle des partis, des syndicats, de la presse, de la recherche et de l'université, dont la décrépitude affaiblit le rôle de contre-pouvoirs tout en bloquant la démocratie représentative. Et cet abaissement ne correspond pas à un renforcement du pouvoir exécutif, mais de la bureaucratie.

Il ne faut pas croire que l'on puisse trouver des alliés lorsqu'il s'agit de combattre la déraison bureaucratique parmi les politiciens qui se réclament du "libéralisme". Ceux-ci en effet se contentent d'accuser la pléthore de l'administration publique, quoique ce soit surtout en tant que concurrente pour le pouvoir et non en tant qu'ils désapprouveraient ce mode de gestion: les néo-libéraux manifestent ainsi eux aussi une attention exclusive au quantitatif qui est typique de l'idéologie technocratique. Mais le fait qu'il y ait deux fonctionnaires en charge de délivrer les permis de conduire là où un seul suffirait n'affecte pas beaucoup la nature de la société. En revanche, le fait que, de deux administrations qui ne se parlent pas, l'une limite la vitesse sur les routes pendant que l'autre autorise que l'on augmente les exigences de rentabilité dans les transports est un phénomène pré-totalitaire : car c'est de contradictions non résolues rationnellement au niveau où elles pourraient l'être que naissent les conflits, les haines et les violences.

La gestion bureaucratique conduit à oblitérer le sens même de la souveraineté nationale, qui n'est qu'une des formes historiques du vouloir, dont la nature est de prendre en compte le réel afin de le modifier et non de s'y soumettre. Il est paradoxal de nommer 'néo-libéraux' les politiciens qui promeuvent la forme nouvelle de la politique, puisque le système auquel ils tendent, qui est fondé sur la concurrence sans limite, n'est compatible qu'avec un asservissement général, chaque acteur économique étant le juge impitoyable de tous les autres, et sanctionnant immédiatement tout relâchement, tout acte gratuit, charitable, ou seulement utile dans le long terme.

Chez les néo-libéraux, l'éloge du marché est en fait le refus de tout contrôle global de l'activité humaine tenant compte d'aspirations collectives de long terme ou dépassant l'aspiration à l'accumulation des biens. L'économie sera donc gérée bureaucratiquement en pratique, même s'il ne s'agit pas de bureaucraties publiques mais privées, et elle sera gérée dans le seul but de l'indéfinie croissance de tous les effets et de tous les excès. Et peu à peu, l'État lui-même sera dévoré par la bureaucratie privée détentrice des techniques.

L'exaltation de la croissance est le principe positif d'action de la société technocratique qui résulte paradoxalement de l'idéologie néo-libérale, tout comme, selon Montesquieu le ressort de la démocratie est la vertu, et l'honneur celui de la monarchie. Mais si l'honneur ou la vertu peuvent à la rigueur être mis au delà de toute discussion parce qu'ils n'impliquent pas d'action collective, les progrès de la science et de l'économie sont des objectifs matériels impliquant des mesures concrètes définies: et c'est pourquoi les mettre au delà de toute discussion aboutit à la tyrannie, aussi sûrement que l'exaltation de la lutte des classes ou de la lutte des races.

On ne pose pas assez souvent la question: quelles sont les formes possibles du pouvoir dans des sociétés qui, en raison de leur taille et de leurs richesses abritent d'énormes réseaux bureaucratiques destinés à gérer tout l'appareil de production et d'échange ? A bien y réfléchir, les deux cas de figure dont l'Union soviétique nous a donné successivement l'exemple, sont les plus probables: soit un dictateur génial et impitoyable saura tenir tout, et le coût en sera la terreur à laquelle il soumettra, en tout premier lieu, la bureaucratie elle-même, soit, dans un système apaisé, le poids de l'appareil sera le plus fort et celui-ci secrétera des dirigeants qui n'en seront jamais que les commis. Ce qui montre l'unité de l'époque, c'est ce fait que les Etats-Unis de leur côté, semblent désormais aussi donner l'exemple d'un pays où la bureaucratie a pris le pouvoir, puisque la CIA, ou d'autres services plus discrets, après s'être débarrassée de quelques présidents ou candidats gênants, produit de son sein des "leaders" habiles et un peu ternes, mais qu'il faut, pour sacrifier au folklore démocratique, faire, comme des papes, acclamer par la foule, après que mille intrigues ont abouti à leur cooptation. La parenthèse trumpiste ne fait que confirmer, par les réactions suscitées, la réalité de la supercherie '*démocratique*' qui prévaut d'habitude, et la collusion des véritables instances électriques au-delà des oppositions partisans factices entre '*républicains*' et '*démocrates*' aux Etats-Unis, '*travailleurs*' et '*conservateurs*' en Grande-Bretagne, '*gauche*' et '*droite*' en Europe continentale.

Les pays où les parlementaires ont conservé un droit de regard sur l'administration (comme aux Etats-Unis par le biais des commissions sénatoriales) sont les moins bureaucratés. La décision y est mieux contrôlée politiquement et moins diffuse, et les lois y sont plus stables. Un accident trumpiste y est toujours possible. Mais, un peu partout, le changement permanent des lois et de la structure de l'Etat signifie finalement qu'il n'y a plus rien qui encadre et limite le pouvoir des administrations.

Lois, décrets, jugements, incitations, ne sont plus que des dénominations différentes pour les innombrables mesures opportunistes que les administrations prennent à leur gré, qu'elles sont seules à connaître, dont elles comprennent seules l'intention réelle, et dont elles contrôlent l'application effective. Le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif ont été tous deux absorbés dans le pouvoir administratif, qui place ses hommes au sommet de l'Etat. La gestion collective s'empare alors de la vie toute entière, et il en résulte que la vie privée et la conscience individuelle ne sont pas niées, mais refoulées dans l'insignifiance. Si bien que, finalement, les pays communistes ou anciennement communistes, où la propriété individuelle et la liberté de pensée furent longtemps inexistantes, cherchent en vain un modèle à l'Ouest où depuis longtemps elles ont cessé de fonder une quelconque autonomie des citoyens.

Vers la fin du vingtième siècle, Mme Michèle Barzach motive à peu près en ces termes l'abandon de son mandat de député: *"On ne peut plus travailler au Parlement; le Parlement est tenu dans le plus grand mépris par l'exécutif; le gouvernement n'envoie personne pour présenter les textes qu'il entend faire voter; ou bien à la dernière minute il joint au projet discuté en commission quinze pages d'articles additionnels que nous devons voter sans même avoir le temps de les lire..."* (France Inter, Vendredi 14 décembre 1990). Ce mépris n'est pas une manifestation délibérée de mauvaise humeur: il découle de la nature du système technocratique. Mais Mme Barzach ne prononce pas ce mot, et ne se demande pas comment il se fait que d'autres trouvent le temps d'écrire ce qu'elle n'a pas le temps de lire. Elle ne voit pas que les circuits et les rythmes de la décision ont changé parce que la nature et l'objet des décisions ont changé: il ne s'agit plus de discuter posément de ce que l'on veut faire, mais de réagir rapidement, et souvent au niveau de la seule propagande, à une situation sans cesse mouvante.

La tendance constante de la technocratie est d'étendre sans cesse le champ de ce qui est administré, et de réduire en proportion l'espace laissé à l'initiative individuelle. Les technocrates modernes ont remplacé la pensée par le calcul et opèrent sur un monde d'hypothèses qu'ils finissent par prendre pour des réalités. Toute la pensée futurologique à base de "scénarios" et d'"options" en nombre limité (en général trois) découle de l'aversion rationaliste pour la complexité et l'imprévisibilité du réel. Formés aux sciences sociales auxquelles ils attribuent de façon injustifiée le degré d'exactitude des sciences expérimentales, les technocrates modernes croient pouvoir maîtriser le cours des événements, alors qu'ils ne font qu'extrapoler les tendances du moment, oubliant que l'avenir est par définition imprévu, étant fait des circonstances qui interrompent le cours normal des choses. C'est ainsi que Hannah Arendt décrit le fonctionnement mental du technocrate. *'La base, d'essence totalitaire, de la conscience technocratique est l'idée que la contrainte objective que l'homme produit lui-même en tant que science et travail doit prendre la place de la volonté politique du peuple. Alors, l'existence de certains moyens et de certains besoins contraint totalement chacune des décisions à prendre: l'espace de la politique disparaît, dévoré par un "pouvoir" qui n'a plus aucun rapport avec le "vouloir", et qui n'est donc pas un véritable pouvoir'.* (Hannah Arendt: *Du Mensonge en Politique*) .

L'idéologie technocratique n'autorise que des décisions qui puissent passer pour des conclusions scientifiques. Elle est donc, entre autres choses, un économisme libre-échangiste fondé sur la prétention à la scientificité des raisonnements sur l'économie. Mais l'homme n'est pas seulement producteur et consommateur: c'est pour cela que l'histoire humaine ne peut être gérée scientifiquement, que le projet technocratique n'est pas scientifique mais idéologique, que l'existence d'une opinion publique ne donne bientôt plus lieu qu'à une manipulation des motivations au

service de ce qui est décidé pour d'autres raisons, et que le mode de gouvernement technocratique tend au totalitarisme. Cela se sent sur le terrain, où l'on manque des mots pour le décrire, et des références historiques pour en comprendre la portée. Ainsi par exemple, lorsqu'une "directrice de la communication" auprès de diverses collectivités territoriales observe : *"L'administration locale se technocratise. Elle instrumentalise la communication au lieu d'en faire un outil de démocratie. Sur le fond, les élus ont peur de tout: des gens, des problèmes, des débats. Et la publicité ne sert trop souvent qu'à vendre des projets, eux-mêmes vendus à des élus par des technocrates"* (Le Monde du 9-10 décembre 1990), elle ne va naturellement pas jusqu'à voir que si les procédures démocratiques n'existent plus dans le détail, c'est que l'on n'est plus en démocratie dans l'ensemble, et qu'il faudrait bien oser nommer ce dans quoi l'on vit. Mais le faire se paye d'une réaction indignée car la démocratie ne semble pas être aujourd'hui comprise comme un équilibre fragile, mais comme un trésor que nous a légué définitivement le débarquement américain de juin 1944, et dont l'intangibilité est chaque jour renouvelée par notre dénonciation verbale des dictatures étrangères, au moment même où nous copions leurs pratiques. Il faut dire que c'est probablement sans danger, puisque c'est toujours pour une raison valable, alors que chez eux c'est en raison d'une certaine perversion originelle.

La légitimité de l'Etat, dit Juergen Habermas, a désormais pour critère sa capacité de réguler l'économie, d'assurer à tous un bien-être minimal, de répartir les gratifications en fonction des performances. Or, la réussite dans ces domaines pragmatiques ne peut pas découler automatiquement de l'application scrupuleuse de règles institutionnelles, aussi respectables et respectées soient-elles. D'ailleurs, l'activité de l'Etat visant à la croissance dans la stabilité, la politique prend un caractère négatif: elle se réduit à éviter les dysfonctionnements d'ordre technique;

et comme les impératifs techniques sont à la fois limités et absolus, ils sont traités administrativement et les questions proprement politiques sont évacuées. Le changement de la base de légitimation aboutit donc fatalement à la mise en cause de la légalité dans son principe même. Après avoir obéi à la loi divine, puis à la loi humaine, l'homme est soumis au joug de la loi scientifique: car une pratique politique où la science est chargée de fournir les objectifs n'est pas scientifique mais technocratique.

Nos gouvernants technocrates ne font que gérer le réel en vue d'objectifs particuliers et méprisent comme rêveries idéalistes tout appel aux principes. Ils ignorent évidemment un certain théorème d'Hannah Arendt qui dit que, parce que le pouvoir consiste à organiser la collaboration entre les hommes en vue d'objectifs définis en commun, on le prive de toute réalité dès qu'on lui fixe un objectif substantiel (le bonheur, l'égalité, le succès économique etc..), qu'il soit inconsistant ou même seulement prédéfini sans discussion et remise en question permanente. Chez nous, c'est le bon fonctionnement de l'économie de marché qui est érigé en but suprême, mais la technocratie ne fait l'éloge du marché que parce que le marché a disparu, absorbé à l'Est dans le capitalisme d'état tempéré par la fraude, et à l'Ouest dans le capitalisme des monopoles aggravé de celui des mafias. Avec le culte de la compétence et de la concurrence, c'est en réalité le système du travail, et donc la maîtrise des choses, qui devient la base de la légitimation, et non plus une vision humanisée ou mythologisée du monde.

Au quotidien, la célébration globale du travail absorbe toute activité humaine dans la notion d'un travail abstrait et non créatif, ce qui discrédite et interdit la créativité libre, et engendre un isolement insupportable. Là où la technocratie propose un idéal positif, il s'agit en effet d'une exaltation du travail. Mais le terme de travail

recouvre alors toute activité considérée comme légitime par la technocratie, y compris, par exemple, la guerre. Il a alors, dans ce cas précis, un rôle euphémistique. Dans tous les autres cas, il a au moins pour fonction de bloquer toute réflexion sur l'utilité ou l'inutilité du travail en question, et sur sa compatibilité avec un système de règles sociales. *"Le travail devient de plus en plus abstrait, l'abstraction du travail étant la caractéristique la plus concrète de la société bureaucratique"*, dit Guy Debord.

Le professionnalisme justifie tout, et l'on va parfois jusqu'à admirer le savoir-faire des menteurs professionnels de la publicité, de la politique, et du journalisme, et, pourquoi pas, la virtuosité de certaines formes de délinquance d'état. En revanche, tout travail libre et spontané sera automatiquement considéré comme une forme de loisir, d'autant plus suspecte qu'elle est moins contrôlée et moins marchande: chose non sérieuse, et donc simplement tolérée. On retrouve là l'indifférence au contenu propre à la fois au totalitarisme et à la technocratie: la seule chose qui compte pour juger de la valeur d'une activité, c'est de savoir si elle est libre ou commandée, et l'activité qui vaut moins, c'est celle qui est libre. L'exaltation du travail n'est finalement qu'une autre façon de dénigrer la liberté, qui en serait le contraire. Ceci explique et permet qu'en même temps le travail soit sacré, et la créativité suspecte. *"L'isolement politique du corps social correspond à la désolation morale des individus, qui devient insupportable lorsque la créativité humaine est rendue impossible, par exemple par la célébration du travail non créatif, lorsque toute activité humaine a été transformée en travail"*, dit Hannah Arendt.

Selon Hannah Arendt, la légalité est l'essence du régime constitutionnel et l'absence de lois est l'essence du régime tyrannique: dans l'un comme dans l'autre cas, la loi est considérée comme un facteur de permanence. Une telle légalité est purement

négative, alors que les sociétés ont besoin d'un principe d'action positif. A l'opposé, la loi totalitaire est une loi de mouvement, inspirée des "lois" de l'évolution de Marx et Darwin. Elle s'articule avec un principe d'action: l'idéologie, qui est toujours la logique d'une idée fixe, mobilisée par peur de la pensée libre, et servant d'instrument d'explication de l'histoire. La terreur est l'essence du totalitarisme, parce qu'elle est la réalisation de la loi du mouvement: son but est de faire que la force de la nature ou de l'histoire puisse emporter le genre humain tout entier dans son déchaînement, sans que l'action humaine spontanée y fasse obstacle. C'est cette métamorphose du concept de loi qui permet de saisir l'essence du totalitarisme.

Or que se passe-t-il dans la société technicienne ? Le système de légitimation a dû évoluer pour couvrir des pratiques nouvelles, et en particulier l'extension du domaine d'intervention de l'Etat. Les décideurs qui se sont mis dans l'incapacité de répondre aux questions du "pourquoi" et du "pour qui" n'ont plus alors qu'à se rabattre sur une légitimité de rechange, qui est l'efficacité avec laquelle sont atteints des objectifs auxquels il ne manque que d'incarner un vouloir collectif véritable. La recherche d'un prestige équivalent à celui que confèrent aux scientifiques leurs réalisations utilitaires se traduit par une affectation d'efficacité gestionnaire: l'homme politique se fait technocrate. Peu à peu, les gouvernants légitimés par la tradition ou la volonté du peuple se dessaisissent de leurs prérogatives au profit de vrais ou faux techniciens qui prennent en charge, dans l'incohérence car sans vision globale et sans projet d'ensemble, l'existence totale d'un homme conçu seulement comme producteur et consommateur.

Les lois sont désormais pensées en réponse au développement de la technique. Et pour que l'aménagement technique de l'existence ait les coudées franches, l'opinion publique ne doit plus influencer sur les décisions: c'est au nom de la science que l'on

demande à la population d'accepter sa propre dépolitisation. Le terme de "technocratie" exprime ce sentiment que la science sert d'excuse pour refuser un débat sur les finalités de l'action collective: car on a depuis longtemps remarqué que, pour chaque mesure politique prise, on peut toujours trouver des chiffres qui sembleront la justifier. La loi n'est donc plus l'expression d'un vouloir humain, et la raison humaine est privée de sa dimension morale, et instrumentalisée en vue d'objectifs mal définis, fluctuants ou dérisoires, en tout cas jamais débattus. Face à créativité technique et à la prolifération économique, les instances politiques sont seulement réactives, et donc en réalité passives, quoique cette passivité prenne l'aspect d'une activité fiévreuse : on parle et on légifère beaucoup, mais sans effet, par la multiplication des réformes, et des règlements contradictoires ou inapplicables, ou même qu'il faut interdire appliquer : d'où le concept de la "grève du zèle", qui est une forme de sabotage par la simple application des textes théoriquement en vigueur.

La dépolitisation et la disparition de la dimension morale et créatrice dans la vie quotidienne ne sont pas incompatibles avec une pesante utilisation de l'alibi de la morale en même temps que de celui de la science. Au total, la décision est déguisée en contrainte de fait ou en exigence morale, alors même que l'absence de vision systémique et à long terme qui caractérise la technocratie la rend absurde : et c'est l'origine inaperçue de la posture autoritaire qui répond à la résistance du réel.

## **5. L'engrenage totalitaire**

En même temps qu'elle ne s'occupe plus que de psychologie, la pratique politique technocratique évacue tout vouloir humain, et parle en particulier de "problèmes"

là où elle rencontre des conflits. Le parti-pris scientifique de ne voir partout que "problèmes" divinise le technocrate, démiurge extérieur et supérieur à une humanité-pantin dont il tirerait les fils, et il fait oublier que le pouvoir est une force humaine qui agit au milieu des hommes en assumant les limites et les risques de toute action humaine. Or, au sens mathématique du terme, un problème a toujours au moins une solution, l'absence démontrée de solution en étant elle-même une. Au contraire, les conflits humains sont souvent irréductibles: ils n'ont pas de solution du tout. Qui plus est, ils sont souvent tragiques: c'est à dire que tout le monde a raison, quoique tout le monde ne puisse pas avoir satisfaction. C'est pourquoi ils ne se résolvent généralement pas, mais s'oublie simplement, lorsque le changement historique, c'est à dire en pratique le remplacement des acteurs par des héritiers qui refusent l'héritage, en fait disparaître les enjeux. En attendant, les conflits d'intérêt ou de valeurs peuvent seulement donner lieu à des arbitrages, à des intercessions, ou à des résolutions violentes. En mathématiques, au contraire, les solutions, qui existent toujours, concilient toutes les données du problème. C'est pourquoi finalement, parler de "*problèmes*" là où l'on a des conflits est le mensonge le plus habituel de la propagande. C'est en même temps le plus facile à faire passer pour vraisemblable, car, comme le fait remarquer Habermas, dans une société industrielle scientifique et massifiée, les groupes sociaux ne sont plus directement confrontés. Il n'y donc souvent personne pour porter leur analyse en termes de rapports de classes ou d'intérêts, ce qui rend improbable leur résolution par le dialogue et le compromis. La vision technocratique semble s'imposer comme une évidence, le discours technocratique occupe seul la scène publique, les 'solutions' technocratiques, qui ne résolvent jamais rien car faute de vision systémique elles n'agissent jamais sur un point critique sans créer une tension sur un autre point, sont les seules comprises comme raisonnables. Dans le temps, les tensions ne font qu'augmenter, ce qui débouche sur le recours à la contrainte, qui débouche sur la

violence. Quoique l'exemple paradigmatique du nazisme le fasse oublier en raison de sa dimension spécifique de folie particulièrement furieuse, l'enfer totalitaire est le plus souvent pavé d'intentions banalement névrotiques : l'obsession des hommes de pouvoir et d'organisation de construire un monde entièrement prévisible, où il n'arrive jamais rien.

Il y a évidemment aussi l'effet des pulsions plus primitives d'acquérir et de commander : mais celles-ci, qui existèrent de tout temps, ne débouchaient que sur des tyrannies ordinaires avant la surabondance des techniques incarnées dans des objets. Dans les tyrannies ordinaires, la politique subsistait en tant que jeu cruel et meurtrier des intrigues au sein de la caste aristocratique. Mais c'est de l'ensemble de la société que la dimension politique tend à disparaître lorsque après la liquidation des aristocraties anciennes et les ébauches faites de systèmes représentatifs la gestion bureaucratique remplace la représentation nationale incarnant une volonté générale par une pseudo-concertation des lobbies, assortie de quelques sondages. Alors, la réalité de la compétition internationale et le déchaînement aveugle de la technique font toujours bien des victimes et des bénéficiaires, ils sont bien ce qui fait obstacle à la justice sociale, et ce qui doit être surmonté: mais les puissants intérêts qui trouvent leur avantage au statu quo sont diffus, ne sont pas identifiés, ne sont jamais confrontés à leurs victimes, et ne sont jamais acculés à se justifier. Parce que tout se tient dans le capitalisme mondialisé, et que les actions s'y exercent indirectement et à distance, les intérêts conflictuels existent, mais les groupes en conflit ne sont pas directement confrontés, et leur conflit n'est jamais arbitré.

Si l'on prend pour exemple la question du chômage telle qu'elle est réapparue dans le monde industrialisé après le rattrapage des effets purgatifs de la seconde guerre

mondiale comme énorme destruction à la fois de biens et de travailleurs, il est apparu clairement à partir des années 1970 que traitée au niveau économique elle n'a pas de solution. Dans la discussion avec le personnel, un employeur qui licencie n'a aucune peine à montrer que les licenciements sont inéluctables : les causes ne se comprennent qu'ailleurs. Même si l'on sait qu'il s'agit en dernière analyse de rentabilité et de profit, cela se joue au niveau du système industriel global. De chaque licenciement particulier, l'entreprise et ses employés sont même censés bénéficier. Et au niveau où peut se poser le problème global d'une société affectée d'un chômage élevé, le seul projet envisageable est celui de le faire supporter par l'étranger. Ainsi, tout conflit entre groupes confrontés est remplacé par une alliance sur le dos d'un groupe absent, reportant simplement le problème à un niveau supérieur. Là où le problème se manifeste finalement sous sa forme globale: guerre, crise écologique ou économique globale, il n'existe aucune instance responsable. Ainsi s'éteint la discussion sur la finalité du travail humain et sur la répartition des efforts et des résultats. Ainsi le mouvement des choses tend-il à l'enrichissement et au pouvoir accru des uns, et à la misère des autres, tandis que les sociétés, globalement, deviennent des juxtapositions en mosaïques de travailleurs asservis d'une part et de chômeurs assistés d'autre part.

Au tournant du vingtième siècle, les deux guerres du Golfe ont montré, dans le cas des Etats-Unis, que le consensus établi sur la base d'une fausse conscience peut être très fort, puisque, en une période marquée par de fortes inégalités et beaucoup de misère sociale, l'oligarchie dominante a pu faire accepter des entreprises guerrières injustifiables en termes d'intérêt national, par des couches sociales qui n'avaient rien à en attendre et tout à en redouter, en dépit de la traditionnelle mentalité pacifiste et isolationniste du peuple américain dans sa profondeur.

Extraordinaire résultat de la confusion mentale induite par le caractère très détourné de tous les effets sociaux.

A ce point, Hannah Arendt ferait remarquer que le pouvoir technocratique n'est qu'un pseudo-pouvoir parce que le pouvoir ne consiste pas à tromper et à contraindre pour dominer et à dominer pour exploiter, mais à organiser la collaboration des hommes en coordonnant leurs initiatives: le pouvoir, dans la pureté philosophique du concept, et même si la leçon de l'Histoire nous dit tout autre chose, n'est pas essentiellement une forme de violence, mais une mise en forme du vouloir collectif. Disons, pour concilier la théorie avec la réalité, que l'Histoire démontre que l'Homme ne peut pas beaucoup.

Selon Hannah Arendt, l'histoire des sociétés antiques montre que la constitution de la cité ne découle pas du désir de domination, mais du désir de liberté et d'égalité. Pouvoir et violence tendent parfois à se confondre parce que le pouvoir institutionnalisé fait souvent usage de violence quand son pouvoir s'affaiblit: mais ce recours affaiblit encore davantage le pouvoir : ce qui prouve que la force brutale des gouvernements n'est pas le véritable fondement du pouvoir.

La supériorité de puissance des gouvernements est une donnée constante de l'histoire, et elle est sans cesse accrue par le progrès technique. Cependant, la violence n'est efficace qu'en association avec l'organisation, qui suppose un certain degré de consentement. La propagande totalitaire n'a pas d'autre objet que de perfectionner l'organisation là où la violence ne peut plus être accrue, et la terreur est la forme de gouvernement qui s'instaure finalement lorsque la propagande est arrivée au bout de ses effets, lorsque la violence a détruit tout pouvoir, et qu'elle refuse d'abdiquer. Mais la puissance des gouvernements, même démultipliée par les moyens techniques contemporains, ne rend pas les révolutions impossibles: elle

interdit qu'elles résultent de conspirations minoritaires, mais non pas qu'elles réussissent lorsque une proportion suffisante de la population retire son soutien au pouvoir. Certes, un pouvoir peut d'autant mieux se contenter d'un moindre soutien populaire qu'il recourt davantage à la violence, mais le soutien populaire est nécessaire dans toutes les formes de pouvoir. La violence est instrumentale, et en même temps elle devient sa propre fin, comme il est de la tendance constante des instruments. Provisoirement, elle démultiplie ce qui reste de pouvoir jusqu'à finalement le remplacer tout-à-fait. Alors, dit Hannah Arendt, les armes changent de main en l'espace d'un instant. (*Sur la Violence*)

Dans la pureté philosophique du concept, le pouvoir véritable est non-violent par essence parce qu'il correspond à l'aptitude de l'homme à agir de façon concertée: dans la perfection du pouvoir, l'ordre est compris comme une information visant à rendre l'initiative individuelle plus efficace. Dans la perfection de la terreur au contraire, rien ne se fait qui ne soit directement ordonné sous menace de mort, et aucune initiative individuelle n'est tolérée. Cette violence de certaines formes de gouvernements ne découle pas de la nature du pouvoir, mais d'un aveuglement idéologique qui est propre à ces gouvernements, et de l'inefficacité qui en résulte: et elle aggrave en retour leur impuissance. L'erreur ici est de confondre violence et puissance: indispensable distinction si l'on veut comprendre la situation des sociétés industrielles "avancées", si riches de moyens techniques efficaces, et en même temps totalement incapables de résoudre leurs problèmes les plus urgents, qui se classent en deux grandes catégories: pollution et démoralisation, dont on voit bien pourquoi elles tendent à résister à toute action matérielle. Il s'agit d'une fondamentale impuissance de la force, de la technique, et de la richesse, et non pas de leur insuffisance quantitative. Et c'est pourquoi tous les accroissements de force, de richesse, et de technique ne font que rendre les problèmes plus manifestes, et

bien souvent, que les aggraver. Bien placé pour comprendre ces enjeux, un chef indien d'Amérique du Nord usait spontanément de la même opposition entre puissance et violence pour décrire la situation des États-Unis après trois siècles de colonisation européenne: "*Les Blancs se croient très puissants: ils sont seulement très violents*".

Du préjugé scientifique et optimiste des technocrates, il en résulte pas que l'enfoncement dans la violence, mais aussi l'impossibilité de faire fonctionner une justice ou une diplomatie. Une justice suppose une identité de nature et une possibilité de compréhension mutuelle entre le juge et ceux dont il arbitre les conflits. Une diplomatie suppose que l'on admette d'être confronté à des intérêts et des sentiments qui, pour être opposés aux nôtres, et pour nous faire problème, n'en sont pas pour autant irrationnels, diaboliques, et radicalement étrangers à ce que nous sommes. Négocier et juger sont deux démarches qui reposent sur la possibilité d'un dialogue. Les pseudo-solutions technocratiques qui se substituent de plus en plus aux arbitrages judiciaires n'en supposent au contraire aucun. Aussi le traitement bureaucratique de la délinquance est-il laxiste, mais il n'est ni compréhensif, ni charitable, ni même véritablement humain. Il ne remédie à rien, et ne tend même pas à contenir la montée du désordre, car il reste à l'extérieur des choses: le délinquant, le marginal, est neutralisé par une contention ou acheté par une allocation, mais il n'est à aucun moment fait appel à sa liberté, qui ne peut en conséquence se manifester que dans un sens destructeur. Entre nations, la guerre n'est plus "*la dernière raison des rois*", mais la poursuite normale du gouvernement bureaucratique par d'autres moyens, c'est à dire la mise en oeuvre spontanée et routinière des moyens violents là où ils sont nécessaires, sans égards pour leur nature particulière.

Au niveau international, on aboutit à un état de guerre permanent, que le prétexte terroriste sert à occulter et à justifier en même temps. A propos de la crise du Golfe, Le Monde du 14 décembre 1990 nous explique: *"En cas de conflit armé, M.Rocard estime qu'il n'y aurait pas lieu de déclarer la guerre"*. M. Rocard précise: *"La France n'a jamais envisagé une quelconque action en dehors du cadre des Nations Unies...En droit, il ne s'agit donc pas d'une guerre entre un Etat et un autre, mais d'une opération de sécurité collective."* Mais l'application des lois pénales ordinaires à des combattants ou à des militants politiques que l'on assimile à des délinquants rappelle dangereusement le parti-pris totalitaire de refuser la réalité nationale et la souveraineté étatique, et de considérer en conséquence tout ennemi comme un rebelle. C'est Hannah Arendt qui l'explique: *"La police est pour le pouvoir totalitaire un meilleur instrument de domination que l'armée, et elle correspond mieux au concept de domination totale et sans frontières, qui veut que tout ennemi soit considéré comme un rebelle"*. Et ailleurs: *"La loi nazie traitait le monde entier comme relevant en puissance de sa juridiction. La frontière entre politique intérieure et extérieure était abolie, et le peuple allemand était mis sur le même plan que les peuples conquis."* Et effectivement, le mépris du droit et l'abaissement de l'institution judiciaire en résultent assez vite puisque, bien souvent, après avoir arrêté, voire condamné à des années de prison un agent étranger, il faut, au prix de pitoyables contorsions judiciaires ou de grâces signées à la sauvette, le renvoyer chez lui pour tenir compte des résultats d'une négociation.

Anatole France avait saisi précocément la tendance a-morale de la politique moderne en mesurant le contraste entre les Etas-Unis, plus avancés, et l'Europe rétrograde. Voici comme il caricaturait les débats parlementaires américains :

*"A ce moment, un gros homme qui siégeait au centre de l'assemblée monta à la tribune. "Je réclame, dit-il, une guerre contre le gouvernement de la république d'Emeraude, qui dispute insolemment à nos porcs l'hégémonie des jambons et des saucissons sur tous les marchés de l'univers. -Qu'est-ce que ce législateur? demanda le docteur Obnubile. -C'est un marchand de cochons. -Il n'y a pas d'opposition? dit le président. Je mets la proposition aux voix." La guerre contre la république d'Emeraude fut votée à mains levées à une très forte majorité. "Comment, dit Obnubile à l'interprète; vous avez voté une guerre avec cette rapidité et cette indifférence!... -Oh, c'est une guerre sans importance, qui coûtera à peine huit millions de dollars. -Et des hommes... -Les hommes sont compris dans les huit millions de dollars." (Anatole France, L'Ile des Pingouins)*

Pour ne prendre que cet exemple, cette fois sérieux, la Guerre du Golfe (août 1990-février 1991), est économiquement déterminée de part en part : d'une part, l'Irak est entièrement équipé d'armes occidentales ou soviétiques, initialement fournies pour alimenter la guerre contre l'Iran, mais bien plus logiquement retournées contre le Koweït et l'Arabie Séoudite, qui ne sont rien d'autre que les puits de pétrole de l'Occident. On apprend d'ailleurs que ces armes n'ont pas été payées: on sait que l'Irak est financièrement aux abois, ce qui est d'ailleurs le facteur déterminant de son invasion du Koweït. L'invasion du Koweït est, de multiples façons, économiquement motivée, et elle prend immédiatement la forme d'une entreprise de pillage. Dans l'autre camp, le pétrole du Moyen-Orient est bien entendu l'enjeu qu'il s'agit de garantir. Les opérations militaires de grande ampleur voulues et déclenchées par les Etats-Unis, quoique elles ne soient pas exclusivement motivées par des considérations économiques, sont entièrement prises, en amont comme en aval, dans un réseau de motivations et de conditionnements où l'économique cohabite inextricablement avec le stratégique.

Le facteur déterminant le plus immédiat de l'intervention occidentale est ce fait que les réserves américaines de pétrole sont en voie d'épuisement. Par ailleurs, il est vrai aussi que le commerce mondial des armements est en récession, et que la guerre le relance. La question du coût des opérations, et de qui le supportera, est immédiatement posée, et tranchée aux dépens des dépendances périphériques de l'Empire. La reconstruction du Koweït est mise aux enchères et adjugée par lots avant même le début des opérations qui doivent aboutir à sa destruction. La question du retour de ses habitants est traitée comme une affaire de logistique strictement corrélée aux besoins de main-d'oeuvre.

## **6. Une rupture anthropologique**

Au stade du spectacle, il n'y a plus de débat sur le monde, mais un monde de paroles vaines. "L'enjeu des batailles modernes n'est plus le monde mais l'esprit public", dit Hannah Arendt, car ce qui reste de pratique politique n'opère presque plus que sur la psyché humaine, tandis que les décisions d'ordre matériel sont présentées comme entièrement contraintes par les faits. Ne gouvernant pas vraiment et tendant toujours à un pire qu'elle réussit à faire passer pour un optimum, la technocratie est d'autant plus difficile à combattre par des idées qu'elle n'est plus fondée sur une idéologie particulière, mais qu'elle est une pure pratique présentant sa légitimité comme une évidence. *"La capacité de la propagande à divorcer du réel est illimitée parce qu'elle ne s'occupe que de désirs et d'opinions,*

*et qu'il est facile de faire coïncider le mensonge avec le désir, sans le faire entrer en conflit avec la raison, écrit Hannah Arendt. Les masses supportent qu'on leur mente parce qu'elles pensent que tout est mensonge, et ne s'estiment pas trompées. Si tout est possible, si rien n'est vrai, et si rien ne vaut rien, alors le mensonge est une simple preuve d'habileté. Toutefois, la propagande rencontre sa limite quand elle est étendue au domaine politique, parce que les illusions qu'elle produit ont un effet limité sur les actions de ceux qui les nourrissent, et parce que l'efficacité du mensonge suppose chez les dupes une foi en la notion de vérité, que justement il détruit peu à peu. C'est pourquoi la propagande est fatalement tôt ou tard supplantée par la menace, les promesses, l'endoctrinement, ou la terreur. Dans le totalitarisme le mensonge n'est plus un instrument politique, parce que les peuples asservis sont dressés à ne plus se poser la question de la vérité; mais, intégré comme principe de construction d'une organisation vivante, chaque mensonge particulier est indéfiniment soutenu, du simple fait que ces organisations perdurent". Et Guy Debord: "La technocratie est une dictature de l'illusion reposant sur le langage sans réponse et la sous-communication, et aboutissant à donner à la prétention idéologique une plate exactitude positiviste. Le mensonge politique moderne a pour nom propagande, et pour but de chasser le réel de la conscience collective en le niant au moyen de fausses images. De par leur instantanéité et leur concentration, les "mass-media" en sont les instruments de choix, car ils relient les spectateurs par un rapport irréversible au centre qui maintient leur isolement. Et ce qui renforce leur efficacité, c'est le fait que le système économique tout entier est fondé sur l'isolement, et renforce circulairement l'isolement par la sélection de certains biens. Ainsi, la vie quotidienne organise systématiquement la défaillance de la faculté de rencontre, et bientôt, toute expérience humaine réelle disparaît dans le passé, tandis que s'effacent à la fois les limites du moi et du monde et les limites du vrai et du*

*faux.... Face à l'unité et à la communication de la direction du système, le monde entier est prolétarisé. La conscience, prisonnière d'un univers aplati, ne connaît plus que des interlocuteurs fictifs qui l'entretiennent unilatéralement de leur marchandise, et la société devient ce que l'idéologie était déjà: schizophrène. Les masses modernes dépolitisées n'ont pas de perception directe du monde. Elles ne croient pas à leur propre expérience, et ne se laissent convaincre que par la cohérence des systèmes logiques, ou par l'apparente cohérence que suffit à leur donner la répétition médiatique et publicitaire."*

L'esprit public est soumis au pilonnage de la radio et de la télédiffusion centralisées qui remplacent la pensée libre par la rumination morose et stérile de thèmes de propagande fabriqués par des spécialistes. *"La scène sociale est entièrement occupée par des images fabriquées et imposées d'en haut qui donnent sur toute chose le point de vue exclusif du pouvoir anonyme, par des ordres, et par des bavardages factices qui se substituent au dialogue social réel"*, écrit Guy Debord.

Avec le rôle proprement politique de l'Etat, disparaît l'espace de la négociation et du compromis, la gestion raisonnable des rapports de force qui est en réalité l'essence même de la politique. La diabolisation de l'opposition, le remplacement de l'argumentation par l'invective en découlent. Nous vivons au temps de l'idéologie achevée, dit Guy Debord, temps où les noms des idéologies particulières disparaissent, et où les idéologies concurrentes s'évanouissent au profit de leur unification en une idéologie unique dont l'idée centrale est la négation des idéologies.

Au stade du spectacle, il ne reste alors plus que l'Idéologie à l'état pur, qui est une idéologie vide et universellement acclamée, manifestant en cela dans sa perfection l'essence de tout système idéologique: l'appauvrissement, l'asservissement et la

négation de la vie réelle. Cette négation est elle-même une idéologie, d'autant plus forte qu'elle est sans concurrence. La fin de l'histoire des idéologies est donc aussi le triomphe de l'Idéologie.

Hannah Arendt explique dans *'Les Origines du Totalitarisme'* ce qu'il faut entendre par 'idéologie' : *"Une idéologie est très littéralement ce que son nom indique: elle est la logique d'une idée. Son objet est l'histoire, à quoi l'"idée" est appliquée; le résultat de cette application n'est pas un ensemble d'énoncés sur quelque chose qui est, mais le déploiement d'un processus perpétuellement changeant. L'idéologie traite l'enchaînement des événements comme s'il obéissait à la même loi que l'exposition de son idée. Si les idéologies prétendent connaître les mystères du procès historique tout entier, les secrets du passé, les dédales du présent, les incertitudes de l'avenir, c'est à cause de la logique inhérente à leurs idées respectives. Les idéologies ne s'intéressent jamais au miracle de l'être. Elles sont historiques, occupées du devenir et du disparaître, de l'ascension et de la chute des cultures, même si elles essaient d'expliquer l'histoire par quelque loi naturelle."*

Debord appelle *"spectacle"* le stade de l'idéologie achevée, et désigne le système des médias comme son centre. Pour parler de façon plus concrète et plus détaillée, c'est la *"communication"*, qui est le nouveau dieu, et cela sous trois formes principales : le commerce, le discours médiatique, et la circulation motorisée. L'homme du vingtième siècle finissant est pleinement moderne lorsqu'il écoute une publicité commerciale, à la radio, dans sa voiture.

Dans la société du spectacle, le mode de pensée purement opératoire qui a triomphé chez les décideurs trouve peu de contradiction. La disparition de l'idéal en politique suffit d'ailleurs à marginaliser les intellectuels, dont la fonction

d'analyse et de critique n'est plus reconnue. Certains se soumettent à l'esprit du temps, reprennent à leur compte les principes utilitaristes et matérialistes qui sont sous-jacents à l'action des technocrates, et, soucieux de produire des analyses utilisables et reconnaissables par la technocratie, posent les questions non plus en termes de sens, mais seulement en termes de déterminisme. "*Die nun in Anspruch genommenen Sozialwissenschaften verfahren nicht mehr hermeneutisch, sondern analytisch*" (Juergen Habermas, *Theorie und Praxis*, Suhrkamp, p.119).

Nietzsche dénonçait déjà le mouvement par lequel les "philistins cultivés" de son temps remplaçaient la réflexion philosophique par l'histoire de la philosophie, la philologie par l'histoire de la philologie, et ainsi de suite, transformant toutes les questions de sens en questions d'histoire. L'utilisation de la discipline historique en *pharmakon* garantissant la survie d'un système de domination condamné prend diverses formes, qui relèvent de la corruption de la discipline. Une pratique bien répertoriée par les spécialistes du système est la banalisation des événements contemporains par l'analogie : c'est le '*ça a toujours existé*' qui disqualifie les lanceurs d'alerte gênants pour les politiques en cours des technocrates. L'autre pratique est au contraire celle qui consiste à nier les parentés et filiations, parfois des filiations au sens strict, entre les personnes, intérêts installés et pratiques concrètes du présent et celle d'un passé que la propagande du système elle-même affecte de répudier en bloc parce que cela fait partie de sa justification que le système de domination actuel est l'héritier des vainqueurs du nazisme. On est alors confronté à une pure et simple falsification des faits, à un *négationnisme* qui n'est pas celui que poursuivent les hommes du système dans leurs propres persécutions, mais la négation, par exemple, du passé scabreux des décideurs en place ou des ressemblances qui existent entre les pratiques et législations violentes, répressives, autoritaires du présent et celles du passé. On est alors devant le '*on ne peut pas*

*comparer*' qui interdit de dire que les pratiques néo-coloniales américaines ou européennes s'accompagnent de crimes contre l'humanité au sens strictement légal du tribunal de Nuremberg. Et le prétendu *devoir de mémoire* est en pratique remplacé par un *devoir d'omission* lorsqu'il s'agit d'interpréter le mouvement des choses à la lumière de celui qui fut le leur en cette époque maudite, dont en pratique il est interdit de tirer des leçons pour l'avenir quand cela dérange la tranquillité de l'oligarchie dominante.

*"Tous ces satisfaits s'emparent de l'histoire dans le but de garantir leur propre tranquillité, et s'efforcent de transformer en disciplines historiques toutes les sciences dont ils redoutent qu'elles viennent troubler leur satisfaction: et en premier lieu la philosophie et la philologie classique",* écrivait Nietzsche dans ses *Considérations intempêtes* (Unzeitgemäße Betrachtungen) :*"Eben diese Behaglichen bemaechtigten sich zu demselben Zwecke, um ihre Ruhe zu garantieren, der Geschichte, und suchten alle Wissenschaften, von denen etwa noch Stoerungen der Behaglichkeit zu erwarten waren, in historische Disziplinen umzuwandeln, zumal die Philosophie und die klassische Philologie".*

L'historicisme est une arme politique: il doit donc conduire au mépris des faits et à la disparition de toute connaissance objective. Il a aussi pour effet de discréditer tout idéal. *Faire en toute chose prévaloir le point de vue exclusif de l'historien a pour effet de dévaloriser tout acte et toute pensée,* explique Nietzsche. Une pensée n'est plus à comprendre et à évaluer, mais à situer et à interpréter dans ses racines psycho-pathologiques ou sociologiques. Un événement n'est plus à interpréter en termes de sens et de projet humain, mais à expliquer causalement. Un tel point de vue, qui n'est rien d'autre qu'un scientisme, prétend se placer en dehors et au-dessus de l'humanité: il est par cela en accord avec la mentalité technocratique.

Parmi les produits de l'esprit humain, le philistin historiciste moderne met à part les "classiques", qu'il considère comme définitifs, intégralement admirables, et en même temps entièrement neutres par rapport à nos débats et à nos conflits. Les classiques une fois relégués au statut d'objet d'étude, on peut naturellement cesser de prêter attention à leur message. Leur pouvoir dérangeant est ainsi désamorcé par l'éloignement, l'incompréhension et la non-lecture. Ce n'est qu'un paradoxe apparent si le scientisme à base historique va de pair avec une ignorance générale de l'histoire, un recul de son enseignement, et finalement des entreprises de falsification de plus en plus vastes et de plus en plus impudentes. Car si des faits historiques réels peuvent légitimer beaucoup de choses, des faits inventés ou falsifiés, ou des interprétations tendancieuses s'y prêtent encore mieux. Il est logique, lorsque l'on commence par dévaloriser les choses au profit de leur histoire, de finir par falsifier l'histoire pour justifier l'état des choses.

L' Idéologie achevée, idéologie du vide idéologique, n'accepte comme réalité que ce qu'une science réduite à sa dimension technique décrit et contrôle: aussi reste-t-elle sans programme historique énonçable, c'est à dire qu'elle n'est plus un choix, mais une évidence. En réalité, la fin des idéologies n'est pas une fin de l'idéologie, mais une fin de l'idéal, qui advient lorsque les activités humaines atteignent un niveau de complexité et d'efficacité si fascinant que les questions de finalité sont repoussées à l'arrière-plan. Car alors chacun affirme hautement qu'il ne croit plus à rien, si ce n'est au mouvement spontané des choses, et à la possibilité matérielle pour l'homme d'y intervenir à son profit.

Le recours à la manipulation découle du sentiment aigu, chez le personnel politique d'une pseudo-démocratie technicienne, de son propre manque de légitimité: car le niveau politique est celui où l'on ne peut sans contradiction oublier la dimension

pratique de la raison, et le refus des considérations d'ordre pratique, au sens Kantien du terme, et de tout idéal transcendant, provoque la disparition de l'espace de la politique, enlève sa fonction à la volonté politique et aux mécanismes de sa formation.

Privée d'ancrage dans un quelconque idéal collectif, l'action politique est de plus en plus "rationnelle" dans ses moyens, mais elle a de moins en moins de sens. Faisant l'impasse sur le vouloir humain et ne gouvernant pas vraiment, le pseudo-pouvoir technocratique engendre un chaos oppressant qui manifeste son impuissance.

Dans ses "Commentaires sur la Société du Spectacle", Guy Debord décrit le chaos d'intérêts contradictoires qui caractérise ce qu'il appelle le "*spectaculaire intégré*": *"Chaque service de sécurité d'une industrie particulière combat le sabotage chez lui et l'organise chez le voisin...chacun de ces organismes, confédérés avec beaucoup de souplesse autour de ceux qui sont en charge de la raison d'Etat, aspire pour son propre compte à une espèce d'hégémonie privée de sens. Car le sens s'est perdu avec le centre connaissable"*.

A la longue, la pratique systématique du mensonge arrogant fait de toute la vie politique un vaste décor auquel on ne croit plus, car on comprend plus ou moins confusément que la politique ne vise plus qu'à agir sur la mentalité et les actes du public par tous les moyens possibles plutôt qu'à mettre en oeuvre un vouloir collectif. La contrainte la plus nue est alors devenue le seul ressort de l'obéissance à l'intérieur des Etats, et du respect des traités pour ce qui est des rapports entre Etats. *"A mesure que la vie publique se bureaucratise, et plus se généralisent l'impuissance, l'irresponsabilité et le cynisme des élites, et plus le sentiment antibourgeois, fait de haine de la fausse sécurité et de la fausse respectabilité,*

*aboutit chez les exclus à élever le chaos et la ruine au niveau d'une valeur suprême", écrit Hannah Arendt.*

Il est frappant de voir, dans les pays prétendument démocratiques, à quel point l'invocation rituelle des droits de l'homme est impuissante à contenir la montée des pratiques les plus menaçantes. Qu'il s'agisse du viol des consciences par le mensonge stipendié de la propagande politique ou commerciale, du viol de la vie privée par la surveillance policière désormais articulée avec celle du commerce, du recul de la liberté d'opinion au nom, paradoxalement, de la lutte contre le fascisme, de l'impossibilité pour les faibles de se faire rendre justice, de la défaite systématique du droit de propriété devant les expropriations au nom de l'"intérêt général" et devant le fisc au nom de la "justice sociale", de la montée d'un pouvoir pseudo-médical qui réduit l'homme à son poids de chair et de sang : dans tous les domaines, les dangers sont perçus et parfois même officiellement dénoncés, sans que jamais le coup d'arrêt soit donné. Tous sont progressivement réduits à la passivité et au silence, et l'on ne trouve plus personne avec qui il soit possible de discuter, ni à qui l'on puisse soumettre une revendication. Comme le signale Guy Debord, la communication est devenue totalement unilatérale, les médias ne diffusant plus que des mensonges visant à la manipulation de leurs *spectateurs*, ou plus directement, lorsque la manipulation en suffit pas, des consignes et des menaces.

Cette analyse du devenir de la conscience dans la société bureaucratique est de Guy Debord dans *La Société du Spectacle* : *"Tandis que les idéologies anciennes justifiaient les intérêts d'une classe et réprimaient ceux des autres, l'idéologie technocratique réprime le besoin d'émancipation de l'humanité dans son ensemble. Partout, l'homme économique est réduit à la passivité: ses gestes d'une*

*part, et ses désirs de l'autre, sont modelés par une machinerie sociale qui les lui représente, et il ne les comprend plus. La domination absolue de la production tend à éliminer socialement le temps vécu par les individus et les groupes, pour le remplacer par des unités homogènes, dépourvues de dimension qualitative, d'un temps qui est une marchandise rassemblant vie privée, vie économique, vie politique. Une consommation effrénée prétend compenser le sentiment torturant d'être en marge de l'existence. Elle est en même temps obligatoire, car l'usage sous sa forme la plus pauvre n'existe plus qu'emprisonné dans une richesse illusoire, si bien que toute consommation est en même temps consommation d'illusion. Malgré l'abondance, c'est par un chantage à la survie dans la pseudo-nature développée dans le travail aliéné qu'est obtenue la participation continuée des hommes à l'économie."*

Bientôt, l'action gouvernementale doit aussi tenir compte des convulsions sociales que sa pseudo-politique engendre, et son zèle réformateur devient frénétique, tandis qu'à l'obscur sentiment de révolte des populations, il oppose un torrent de propagande. A terme, il risque de devoir opposer sa propre violence à la violence spontanée dont il aura, sans le vouloir, suscité l'apparition. En effet, le technocrate fonde sa légitimité sur une prétendue efficacité. Mais comme l'impasse faite sur des dimensions anthropologiques essentielles a tôt fait de rendre ces prétentions ridicules, la société toute entière tombe rapidement sous l'empire du mensonge, de la manipulation et de la propagande. Hannah Arendt explique dans "Mensonge et Violence" pourquoi il est de la nature du pseudo-pouvoir technocratique d'entrer dans l'engrenage de la violence et de l'inefficacité. Le technocrate étant à la fois théoricien et homme de pouvoir, il est constamment tenté de recourir à deux supercheries auxquelles sa double légitimation lui donne accès: la première consiste à prendre pour des raisons qu'il tait des mesures dont il prédit certains effets, alors

même qu'il sait que ces effets n'auront pas lieu. La seconde consiste à faire taire la déception de ceux qu'il a trompés en modifiant sans cesse les objectifs avoués. *"Les spécialistes du pouvoir fondé sur le mensonge sont corrompus par leur expérience du mépris et du succès du mépris, confirmé par la connaissance de l'homme méprisable qu'est réellement l'esclave passif et dépolitisé de la "société du spectacle", dit Guy Debord. Et Hannah Arendt (Du Mensonge en Politique) explique : "Les technocrates sont à la fois théoriciens et hommes de pouvoir: en raison de ce double jeu, ils sont conduits à peser à la fois sur la réalité et sur sa représentation pour qu'elle se conforme à leurs prévisions. Ils prennent des décisions en pleine conscience du fait qu'elles ne pourront pas être appliquées: ce qu'ils "rattrapent" en modifiant sans cesse les objectifs avoués. Dans le moment de l'élaboration de la politique, émettre une hypothèse revient alors à l'avoir vérifiée, et au moment d'en évaluer les résultats, les conséquences les plus imprévues et désagréables ne font pas revenir sur les décisions prises parce que les faits ne sont pas pertinents pour condamner une politique dont les objectifs avoués sont redéfinissables après coup, et dont les objectifs réels sont d'ordre psychologique. Parce que les objectifs sont d'ordre psychologique et non plus matériel, les documents internes des administrations deviennent des secrets à l'égard principalement des citoyens et des institutions qu'ils sont censés servir. Des sommes immenses sont dépensées, des moyens énormes déployés, des sacrifices considérables consentis, pour construire une "image" de tel pays, de tel gouvernant, de telle administration, mais sans rien accomplir de concret. Devant des problèmes sociaux insolubles, les gouvernements nomment des commissions pour dissimuler leur inaction et leur impuissance, et ces commissions dissimulent la réalité patente des problèmes derrière la recherche de leurs causes secrètes, et le sens des événements derrière la description de leur enchaînement causal."*

L'instabilité de la représentation du monde qui découle de la généralisation du mensonge suscite dans la population une forme pervertie du parti-pris rationaliste: la tentative illusoire d'accéder à la vérité par la seule force de déductions que l'on voudrait les plus rigoureuses possibles pour compenser le faible nombre des faits sur lesquels elles se fondent. *"Les processus de pensée caractérisés par la stricte évidence interne de la logique ont un rapport avec la désolation....Le raisonnement froid comme la glace et l'étau de la dialectique apparaissent comme un dernier soutien en un monde où personne n'est digne de foi et où l'on ne peut compter sur rien"*, dit Hannah Arendt.

*Dans la masse de la population, la méfiance et le cynisme forment un équivalent trouble et violent de l'arrogance des décideurs et du philistinisme honteux des intellectuels: il s'agit, dans chaque cas, d'un désarroi accédant à la conscience comme une question sans réponse sur le sens de la vie dans un monde instable et incompréhensible, et qui se donne comme réponse irrationnelle une adhésion aveugle à des raisonnements impeccables mais sans fondement. La conviction ainsi engendrée, on le sait, résiste à toutes les épreuves du réel; elle fut autrefois la base psychologique de la loyauté totale, qui fut à son tour la base politique de la domination totalitaire. Elle est aujourd'hui, jusqu'à présent, seulement le socle d'une lâche acceptation de tout ce qui arrive et de tout ce qui se fait: mais cette acceptation ne contribue pas à une stabilité quelconque, parce que c'est le mouvement général des choses qui tend au désordre, dont les propagateurs, aussi minoritaires soient-ils, ont le champ libre du fait de la passivité générale. Et puis il arrive un moment, explique Hannah Arendt, où, devant le spectacle du chaos, les meilleurs eux-mêmes sont saisis par un vertige de destruction.*

Dans une époque globalement criminelle, le projet de rester propre et innocent peut être vécu comme un orgueilleux refus de solidarité à l'égard des pauvres, des exclus, des victimes, qui ont massivement basculé dans la violence et le crime. A cela s'ajoute ce fait constant que l'ordre et la civilisation reposent toujours sur une certaine base d'injustice, dont l'existence constitue autant d'arguments en faveur de la barbarie. Les premiers chrétiens, les paysans millénaristes du Moyen-âge, peuvent se définir comme des barbares assoiffés de justice. Dans les temps modernes, on peut s'expliquer comme un geste de solidarité et d'humilité le comportement de certains intellectuels qui ont loué le fascisme ou le nazisme tout en comprenant leur nature. Le choix délibéré de la perversion est une façon de réaffirmer la dimension de la moralité et de la légalité dans un monde où il n'y a plus de liberté, et donc plus d'acte moral ou immoral possible. La carrière criminelle du docteur Petiot et la carrière littéraire de Céline ont sans doute à voir avec l'époque dans laquelle elles s'inscrivent, et n'auraient peut-être pas été concevables telles-que quelques années plus tôt. Petiot, politicien provincial monté à Paris imite au niveau artisanal ce que les nazis font à grande échelle, et Céline se lance dans l'antisémitisme après s'être lui-même représenté en déserteur dans le *"Voyage au Bout de la Nuit"*, ce qu'il n'était pas tout à fait, puisqu'il avait, semble-t-il seulement usé des ouvertures que proposait le système pour obtenir une position de planqué. Dans une époque où la dimension morale de l'action s'est évanouie, mais où le prétexte de la morale est omniprésent, il peut sembler moins humiliant de choisir le mal de façon délibérée, comme une affirmation de sa propre liberté.

L'anomie et l'isolement des individus à l'intérieur de leur propre conscience s'est encore accru dans la seconde moitié du siècle avec le développement des banlieues, des médias, des transports, du tourisme et de l'enseignement de masse. Toutes ces

évolutions ont pour effet de faire éclater les communautés restreintes, de dévorer le temps des interactions entre individus, d'interdire les regroupements par affinités, et d'affaiblir l'intérêt de chacun pour la parole d'autrui: ce qui laisse le champ libre à la seule parole centralisée du pouvoir, de l'argent, et de leurs interprètes. Le pouvoir est alors absolument arbitraire et son discours absolument sans réplique. Une des conditions de la domination totale est réalisée quand l'ensemble de la population finit par être mise hors la loi dans son propre pays, et c'est à cela que tendent aujourd'hui la dépolitisation généralisée, le refoulement du droit de propriété, la dissolution de la famille et des communautés et le déracinement qui résulte des déplacements de population chassées de leurs territoires ancestraux par la pression économique ou par le chaos qu'engendre dans les pays pauvres l'exploitation néo-coloniale.

L'inaptitude des gouvernements à leur fonction, entraînant la défiance et la désobéissance des citoyens, est typique de ce que les marxistes appellent une "*situation révolutionnaire*". Lorsque le désordre se généralise, l'obligation d'obéir à la loi fait problème pour les citoyens ordinaires. On peut y voir deux raisons: d'abord parce que la participation des citoyens à son élaboration se fait dans des conditions de moins en moins satisfaisantes, les partis tendant à ne plus représenter que leurs appareils; ensuite, parce que la généralisation du mensonge et de l'illégalité de la part des gouvernants, et la montée d'une criminalité qu'ils sont incapables d'endiguer, constituent une rupture de réciprocité de nature à délier les citoyens de leur engagement à respecter les lois. Les citoyens ordinaires, témoins et victimes des illégalités des délinquants et de leurs gouvernants, dont ils doivent en outre subir les discours hypocrites, sombrent finalement eux aussi dans la violence, car les plus grandes provocations à la violence sont l'hypocrisie et l'injustice, et la violence surgit nécessairement là où la foi en la parole s'évanouit.

## 7. Perspectives

La montée du pouvoir technocratique engendre divers types de réactions subversives violentes. Sans doute peut-on dire, en termes marxistes, que le développement aveugle de l'économie prépare sa négation sous la forme de la pratique révolutionnaire. Il est cependant assez évident que rien de semblable aux révolutions du passé ne porte le moindre espoir dans la situation contemporaine. L'expérience maintes fois renouvelée désormais prouve que les révoltes violentes ne changent pas le monde: elles ne changent que le personnel dirigeant.

La violence peut détruire un pouvoir, mais elle ne peut être la source d'un nouveau pouvoir: elle est donc plus réformiste que révolutionnaire. Elle peut faire cesser quelques injustices, mais elle éloigne la perspective d'une émancipation globale pourtant d'autant plus nécessaire que son alternative est le maintien de la bureaucratie, qui tend inéluctablement à une insupportable dictature.

Les formes révolutionnaires anciennes sont toutes discréditées, et pas seulement en raison de la propagande acharnée des oligarchies qui dominent les médias et l'Université. On nous dit aujourd'hui que la faillite morale du communisme date à peu près de la chute du mur de Berlin. Mais Debord en parle comme d'une évidence dès 1965. Les effets délétères sur la contre-idéologie anticommuniste étaient dès lors également évidents, comme le montrait la résistance à la guerre du Viet-Nam aux Etats-Unis mêmes. Debord le dit bien : nous sommes au temps de l'idéologie réalisée, c'est à dire tacite et incarnée dans les choses, et non plus des idéologies rationnelles qui s'affrontaient sur le terrain des arguments et de l'analyse.

C'est donc dans les situations matérielles concrètes qu'il faut voir les chances et les voies d'un bouleversement à venir. Autant le dire tout de suite, elles sont plutôt minces, le plus probable étant un chaos généralisé et que personne n'aura voulu ni provoqué, mais qui résultera des impasses mêmes du mode de développement de la société.

La source de contestation à laquelle on pense spontanément pour assurer le rôle de déclencheur révolutionnaire est naturellement la population des périphéries urbaines. A ce propos, c'est beaucoup sous-estimer le problème des ghettos urbains que d'y voir un problème de "chômage" ou de pauvreté. Un pauvre est un travailleur dont le travail est mal rémunéré, et un chômeur est un travailleur qui a provisoirement perdu son emploi : mais beaucoup de marginaux des banlieues n'ont jamais eu ni emploi ni métier, et ils sont éventuellement peu désireux ou susceptibles de se plier aux disciplines d'un emploi quelconque.

Ce qui rapproche le plus de la situation pré-totalitaire telle qu'elle fut décrite par Hannah Arendt pour les années trente en Europe centrale, c'est le phénomène de '*désolation*'. "Désolation" traduit "loneliness", terme anglais employé par Hannah Arendt (en allemand "Einsamkeit" et non pas "Alleinsein"). Il ne s'agit pas de la solitude de fait, mais du refus du dialogue, et du sentiment qui en résulte d'avoir, pour des raisons biographiques personnelles, perdu le contact avec le reste de l'humanité. Aussi prolongée soit-elle, la solitude de fait qui résulte d'un accident -par exemple un naufrage- ou d'une expérience délibérée, n'entre pas dans ce cadre. En revanche, l'immersion au sein d'une foule dans des conditions de non-communication relève de la "désolation". Or, la "foule solitaire" dont traite un essai fameux est un produit tout à fait contemporain des mégalo-pôles rationalisées, de la voiture, et des médias. Cette situation fait le lit du totalitarisme. A propos de la

"désolation", ces paroles d'une jeune mère célibataire de New-York: *"Avoir une famille, ici, c'est comme ne pas en avoir. Quand on a besoin d'eux, ils ne sont jamais là. J'ai ma mère, à New-York. Mais je ne sais pas où elle est. Cela fait huit ans que je ne l'ai pas vue."*

Voici en quels termes Hannah Arendt décrit la mécanique sociale qui conduit au totalitarisme: *les mouvements totalitaires sont possibles partout où des masses ont un appétit d'organisation politique, sans pour autant être en mesure de s'intégrer dans aucune organisation fondée sur l'intérêt commun, soit par indifférence, soit en raison de leur simple nombre. Le nazisme fut justement l'irruption de masses extérieures au système des classes, qui vinrent bousculer le jeu politique traditionnel. Les sentiments et les attitudes pré-totalitaires deviennent politiquement significatifs lorsque des masses d'exclus s'accumulent aux marges de la société, tandis que les autres citoyens n'ont plus d'intérêts en commun: ce qui fait entrer en décadence les partis fondés sur l'intérêt. Tous les mécontents se jugent individuellement en termes d'échec individuel et perdent jusqu'à l'instinct de leur propre importance. Comme les murs qui isolaient les classes sont tombés, ils forment une seule grande masse d'individus furieux, dont le seul ciment de solidarité est la haine du statu quo et de l'établissement. Les exclus n'ayant pas d'intérêts communs à défendre, leur action ne peut être que négative et s'accompagner d'un repli sur soi et d'un affaiblissement de l'instinct de conservation. L'esprit de sacrifice, et le sentiment de ne pas compter deviennent des phénomènes de masse. Rendues schizo-phrènes par la haine, l'humiliation et la propagande, les masses sont disponibles pour toutes les idéologies pourvu qu'elles nient le rôle du hasard dans la vie et qu'elles expliquent leur déchéance comme le déploiement d'une loi.*

Aujourd'hui, les marginaux des banlieues ne sont pas seulement des pauvres, ni principalement des chômeurs: ce sont des parias, et, collectivement, ils constituent une population entretenue, étrangère à la civilisation dominante qui les fascine et les rejette, mais utilisable par la haute technocratie qui les désigne en même temps comme un problème. Un problème qu'il ne s'agit surtout pas de résoudre.

La violence qui s'exprime dans les marges de la société industrielle en voie de décomposition n'a pas de finalité revendicatrice: c'est seulement un chantage qui est fait à la société dominante, et qui a plus à voir avec l'affrontement Nord-Sud qu'avec les débordements même les plus violents de l'action syndicale. Aujourd'hui, la technocratie prétend se pencher sur le problème de ce qu'elle appelle "exclusion": mais c'est son idéal de compétition et d'efficacité qui est directement responsable de la déchirure sociale entre les mieux armés pour réussir, et les autres, et de la coupure entre pays riches et pauvres. En effet, pour chaque ministre, pour chaque institution, pour chaque bureau qui prétendent aider les illettrés, les malades, les handicapés, les délinquants, les drogués, les pauvres, il y en a dix qui leur font la chasse sous prétexte de rentabilité, et qui s'occupent activement à les marginaliser.

A la suite de plusieurs émeutes dans les banlieues, causées par la privation générale de toute base existentielle autonome, de toute possibilité de se choisir un mode de vie, un métier, un lieu de résidence, dans une société où toute chose est administrée d'en haut, le gouvernement prend quelques mesures d'urgence: création de deux ou trois nouveaux ministères, répartition plus autoritaire du produit de l'impôt, surveillance plus étroite des attributions de logements, etc.. L'engrenage semble sans fin par lequel tout pouvoir semble aspiré vers le haut, vers un Etat devenu entièrement apolitique.

Ainsi que le remarque Hannah Arendt, la violence est la réponse appropriée à certaines situations d'injustice, mais elle devient irrationnelle lorsqu'elle s'en prend à des leurre, ou lorsqu'elle est conçue comme une stratégie à long terme. Or la bureaucratisation rend impossible de localiser la source des décisions prises, ce qui détourne la fureur justifiée des victimes vers de fausses cibles et interdit toute action émancipatrice rationnelle. Le choix des objectifs est le point faible le plus manifeste des mouvements libertaires radicaux comme *Action Directe* ou la *Fraction Armée Rouge* allemande, et non pas, comme on le dit, l'immoralité principielle du recours à la violence.

Ce n'est pas pas pour des raisons d'humanité ou de moralité, pas parce qu'elle est violente qu'une entreprise anti-capitaliste est à critiquer. En dehors de tous les autres arguments que nous pouvons développer, on peut au moins justifier le choix de la violence, si au moins il se montre efficace, par cet argument qu'aucune action politique n'en est exempte. Et il est faux aussi qu'une résistance ou une révolte soient indéfendables dans le cadre des sociétés dites "*démocratiques*" du monde industrialisé. En revanche, même si l'on reconnaît la validité générale de l'idéal révolutionnaire aujourd'hui, et une fois même admis le choix de la violence, il est difficile de trouver rationnelle l'action des groupes dits "*terroristes*", parce que l'on ne voit pas bien en quoi la destruction des cibles qu'ils choisissent change quoi que ce soit à l'ordre des choses. Encore ne veux-je ici parler que des groupes authentiquement politiques et idéalistes, par opposition au terrorisme étranger qui est du terrorisme d'Etat sans motivation politique, assimilable à une forme de guerre, et pour laisser à part aussi le terrorisme d'origine policière, qui est de loin le plus répandu. Je ne parle que des groupes qui ne sont ni contrôlés ni manipulés par la police: c'est à dire peu de gens et pendant peu de temps. Ce n'est donc pas de ce

côté qu'il faut regarder si l'on cherche à repérer les prodromes d'une évolution catastrophique.

A propos de l'Italie, et à la grande époque des prétendues "Brigades Rouges", le situationniste Gianfranco Sanguinetti écrivait ceci: *"..le terrorisme spectaculaire est toujours antiprolétarien et il est la poursuite de la politique par d'autres moyens: poursuite, naturellement, de la politique antiprolétarienne de tous les états. Que cet état ait besoin du terrorisme artificiel moderne est prouvé avant tout par le fait que c'est ici, en Italie, qu'il a été inventé il y a dix ans- et l'on sait que la bourgeoisie italienne remplace par l'invention ce qui lui manque en capacité: ce fut encore la bourgeoisie italienne qui inventa le fascisme, qui eut ensuite tant de succès en Allemagne, en Espagne, au Portugal etc., partout où il fallait écraser une révolution prolétarienne. Et le spectacle terroriste a déjà eu un succès immédiat auprès du gouvernement allemand, qui n'envie pas notre situation, mais envie notre imagination, c'est-à-dire celle de nos services secrets, comme dans les années vingt il nous enviait Mussolini, cette imagination qui permet à notre gouvernement de naviguer dans la merde sans s'y noyer."* (Gianfranco Sanguinetti, *"Du terrorisme et de l'Etat"*).

On en apprendra d'autres, mais d'ores et déjà, la conclusion semble évidente: les appareils de conspiration ont les coudées franches.

Il est intéressant de voir comment chutent les présidents des Etats-Unis, et à quelles conditions ils durent. John Kennedy fut froidement assassiné, et toutes les enquêtes faites à ce propos n'ont pas pu exclure qu'il s'agît d'un complot des services secrets. Son frère Bob Kennedy fut assassiné après lui, puis Edward Kennedy fut discrédité à la suite de toute une série d'événements trop bien enchaînés pour être honnêtes. Lyndon Johnson partit au moment même où il

renonçait à conduire une guerre absurde, et semble-t-il, comme prix de cette décision. Le personnage clé de l'affaire du Watergate, "Deep Throat", l'informateur de la presse lancée aux trousseaux de Richard Nixon, est demeuré non identifié jusqu'à ce jour: aussi Richard Nixon était-il un politicien à l'ancienne, qui volait pour son propre compte, et il est impossible de ne pas soupçonner que ses malheurs médiatiques aient eu un rapport avec ses efforts pour dégager les Etats-Unis du Viet-Nam. Gerald Ford n'a pas duré suffisamment pour que l'on soit bien assuré que son insuffisance aurait été jugée suffisante... Jimmy Carter, de toute évidence, ne représentait pas l'establishment militaro-industriel: aussi n'aurait-il jamais dû être élu si celui-ci avait pu canaliser l'écoeurement passager que la realpolitik de ses prédécesseurs avait occasionné aux électeurs: mais le coup fut rattrapé lorsqu'il commit l'erreur de jouer son prestige sur une opération militaire conclue par un inexplicable fiasco... Ronald Reagan ne venait pas non plus du Pentagone, mais d'Hollywood: aussi ne réchappa-t-il que de peu à une tentative d'assassinat restée elle aussi inexplicquée. George Bush eut plus de chance: aussi est-il un grand chef de guerre, et un ancien patron de la CIA. Cherchez l'intrus... Les polices secrètes sont le coeur des totalitarismes: Hitler et Staline étaient des gens issus des polices secrètes, appuyés sur les services secrets. Et, même si nous ne savons pas tout, ce qui est patent suffit à décrire notre époque: George Bush est l'ancien patron de la CIA, et Noriega en fut un employé, comme Michael Gorbatchev était celui du KGB. Les services secrets sont au pouvoir en Italie de façon quasiment continue par l'intermédiaire des ministres affiliés à la loge P2 ou autres officines terroristes. Voici pour les hommes. Quant aux moyens: on sait désormais que l'attentat de Roc Trédudon en France était une opération de la DST vidant à discréditer les autonomistes bretons. Rappelons pour mémoire l'affaire Greenpeace, qui démontre qu'au niveau le plus haut de l'Etat, le terrorisme est considéré comme un moyen de gouvernement parmi les autres. Les polices

française et espagnole dans leur lutte contre l'ETA, les services secrets britanniques dans leur lutte contre l'IRA, ont, de leurs gouvernements respectifs, reçu licence de tuer sans sommations. On a appris récemment que l'attentat de la gare de Bologne (plusieurs dizaines de morts) était l'oeuvre d'une cellule spécialisée de l'OTAN soucieuse de prévenir tout compromis politique entre la Démocratie Chrétienne et le Parti Communiste Italien; et de même l'assassinat d'Aldo Moro, imputé aux Brigades Rouges.

Comme omet de le dire la propagande réactionnaire, la violence révolutionnaire ne fait jamais que suivre et contrer la violence du pouvoir établi, et un changement réel ne pourra faire suite à des actions paramilitaires qui naissent en général comme des queues de comètes des grands soubresauts populaires. Les révolutions sont toujours précédées d'une lente désintégration des systèmes politiques qui comporte une montée de la violence du pouvoir. Peu à peu en effet, la loi devenant tyrannique, se généralise la désobéissance à la loi. Quand la désobéissance à la loi devient un phénomène de masse, elle engendre la violence, qui est d'abord celle de la police. Aujourd'hui, c'est dans les régions interstitielles de la société industrielle et non dans son coeur que mûrit la situation révolutionnaire.

La construction des banlieues ne fut elle-même qu'une décision bureaucratique, articulée avec d'autres conséquences de la gestion bureaucratique, comme l'exode rural puis l'importation de main-d'oeuvre étrangère, qui a créé des masses de citoyens de seconde zone, à droits réduits, et d'autant plus disponibles en tant qu'hommes de mains. Au début du vingtième siècle en France, l'essentiel de l'offre d'emploi, qui limite la montée du chômage, mais certainement pas celle de la pauvreté, provient des officines de 'sécurité' privées, en réalité les forces de répression du capital.

Aujourd'hui la marginalité pré-révolutionnaire et la bureaucratie se font face, et chacune se nourrit de l'autre, en attendant peut-être que se renoue leur alliance d'antan au profit du fascisme. Les "mineurs" roumains, conduits à Bucarest par la police secrète communiste pour qu'ils y répriment par la violence le mouvement des étudiants réclamant la fin de la dictature, sont les héritiers directs des SA de Roehm. Et l'on vit la même conjonction à plus grande échelle en Turquie. De tels composés sociologiques et idéologiques d'un pouvoir doté de tous les instruments modernes de la terreur associé à des masses analphabètes fanatisées avaient disparu de la surface de la Terre, mais ils sont de retour. Ce n'est pas de là que l'on peut attendre une quelconque utilité.

Curieusement, Juergen Habermas semble ne pas concevoir qu'une violence subversive venue des basses couches de la société et menaçant la vie bourgeoise, puisse être porteuse d'autre chose que d'un espoir d'émancipation. C'est donc avec une pointe de regret qu'il observe par quel mécanisme efficace la société bureaucratique et bourgeoise organise sa défense. Sa description, qui remonte aux années soixante, n'en est pas moins prémonitoire: *"La violence séditeuse est d'autant moins révolutionnaire qu'elle est efficacement maintenue en périphérie, géographiquement et socialement. Dans les secteurs essentiels, l'Etat gèle les conflits par des compensations matérielles, et les conflits apparaissent, dans les banlieues, dans les zones laissées à la traîne du développement, dans les secteurs d'activité non stratégiques et non directement rentables: communications, santé, éducation."* (Juergen Habermas, 'La technique et la science comme idéologie').

Le nazisme s'était certes appuyé sur les masses désorientées par la crise de la société industrielle et démoralisées par la défaite militaire, mais il avait surtout trouvé l'appui du capitalisme et de la bureaucratie de l'Etat bismarckien dont la

République de Weimar avait hérité. En Union Soviétique, le mode de domination bureaucratique avait été de longue date acclimaté par le tsarisme, si bien que les bolchéviques l'avaient trouvé tout constitué dans leur héritage. Il avait en revanche fallu que Staline travaille la société : paysannerie, monde ouvrier et classes urbaines occidentalisées, pour en faire la masse soumise qui, avec la police et le chef totalitaire lui-même, est l'ingrédient de base de la société totalitaire. La situation de nos pays industrialisés ne ressemble à aucun de ces deux précédents.

Notre situation actuelle se rapproche davantage du cas soviétique, puisque c'est la bureaucratie qui détient aujourd'hui les options les plus solides sur le pouvoir. Mais l'apparition d'une pègre violente y revêt, comme aux origines du nazisme, l'aspect d'un phénomène spontané, que le pouvoir en place se représente, pour le moment au moins comme un problème, plutôt que comme une chance. La bureaucratie étant la première arrivée au pouvoir, et réussissant à faire prévaloir ses vues par la manipulation des institutions républicaines qu'elle a subverties, elle n'a pas besoin de l'alliance incommode de la pègre, dont elle se contente d'acheter une tranquillité relative par des politiques d'assistance. Elle est en outre probablement incapable de concrétiser cette alliance, partout où n'est pas apparu un chef totalitaire capable de se faire obéir des deux groupes à la fois. C'est du maintien d'une telle conjoncture que dépend le maintien d'une légalité.

Nous l'avons vu, notre époque dispose, comme dans la période nazie, d'une puissante idéologie négative: l'idéologie du refus des idéologies, du respect absolu de la force des choses, de ce qui existe, du travail quel qu'en soit le contenu, et du succès quel que soit sa nature. Elle connaît aussi la marginalisation et l'excès du mensonge, qui sont les moyens par lesquels les masses deviennent mobilisables pour des mouvements totalitaires. Ce qui manque, c'est seulement le besoin que la

bureaucratie mondiale pourrait avoir besoin d'elles, puisqu'elles ont déjà le pouvoir.

L'addition de la terreur à la bureaucratisation que nous connaissons peut nous faire retourner au totalitarisme. Dans le monde riche, la violence n'est toutefois pas dans l'immédiat un moyen nécessaire du pouvoir. Elle est essentiellement le fait de groupes sous-privilegiés et marginalisés, qui ne sont pas des classes, et qui subsistent alors que les antagonismes de classes sont devenus latents, mais en restant toujours très minoritaires. Ces groupes sous-privilegiés ne sont pas en mesure de menacer le système: ils ne sont même pas exploités car le système ne repose pas sur leur travail. Le danger vient du fait qu'il est dans la logique du système bureaucratique, arrivé au bout de ses mensonges et devenu incapable de contenir plus longtemps les masses pré-totalitaires, de se mettre finalement à leur tête, de détourner leur fureur contre un quelconque bouc émissaire faute de pouvoir les maîtriser. Car, prévient Hannah Arendt, l'alliance paradoxale entre un pouvoir secret et de vastes masses exclues de la décision est rendue possible par l'aveugle hostilité de ces masses à l'égard du monde existant dans son ensemble, et par la vacuité même de l'idéologie bureaucratique. Loin de correspondre à une extrême politisation ou à une politisation extrémiste, la fidélité totale de l'homme de la masse atomisée, qui ne se relie à rien sinon au "mouvement", n'est possible que lorsque elle est vidée de tout contenu concret pouvant donner lieu à examen: la loyauté totale est simplement loyauté pour la violence, et c'est cela même qui la rend si facilement congruente à la domination bureaucratique. Il est d'ores et déjà impossible qu'il y ait plusieurs millions de personnes dépourvues de moyens de subsistance en Europe sans que certains en retirent du pouvoir.

La décadence romaine, telle que la raconte Paul Petit dans son *"Histoire Générale de l'Empire Romain"* (Seuil) montre bien le mécanisme par lequel un pouvoir central tentaculaire et empêché de lui-même, malmène et écrase, jusqu'à l'effondrement final, les couches actives de la population pour subvenir aux besoins ou aux caprices d'une vaste et dangereuse clientèle plus ou moins parasitaire. Voici quelques extraits du tome III, "Le Bas-Empire": *"La fiscalité s'était alourdie au fil des siècles...Les empereurs dilapident aisément, comblent leurs favoris, construisent beaucoup, fournissent aux barbares tributs et annones...(p.162)... Dans les villes en déclin vit une plèbe misérable qui travaille péniblement. Dans les capitales, Rome et Constantinople, l'Etat l'entretient par les distributions.... Ailleurs les curiales doivent assurer aux pauvres une existence supportable pour éviter les mouvements sociaux (p.171)..."Le totalitarisme étatique se traduit économiquement par le dirigisme, socialement par la fixité des conditions (p.167)... Les grandes corporations, celles des textiles et des métaux, travaillent à la fois pour le marché libre et pour l'Etat qui exige chaque année une part des produits fabriqués, achetés à des prix imposés ou livrés au titre de l'impôt. Leurs membres sont héréditairement liés à leur métier ou à leur atelier.... Ainsi se définit à la fin du siècle une économie d'Etat qui ressemble à celle des pays socialistes actuels (P.172)..."La curie est un corps constitué qui administre la cité et ses biens...(elle) répartit entre ses membres les munera (liturgies) et les services d'Etat (p.176). Les conditions économiques et politiques ont approfondi le fossé qui séparait les riches des pauvres et réduit les curiales à n'être plus que des fonctionnaires inférieurs gratuits (p.178)... Les biens curiales constituent une substantia bloquée dont la possession d'une parcelle assujettit aux charges: il en résulte que les terres (des curiales) ont perdu de leur valeur, et que leurs filles se marient difficilement...Le recrutement ne résulte plus de la gestion d'une magistrature ni d'une élection ardemment briguée: il est automatique ou forcé*

*(p.175)...Les magistrats traditionnels de Rome ne sont plus que des liturges: les Jeux très coûteux sont financés par les préteurs, dont la fortune est bloquée dix ans à l'avance dans ce but...(p.178)... "Depuis longtemps l'Etat s'est intéressé aux transporteurs maritimes, les naviculaires, et peu à peu leur condition s'est aggravée, car il faut pourvoir avec rigueur au ravitaillement de Rome... Les naviculaires fraudent, spéculent, mais sont à leur tour victimes de l'inobservation des lois. Pourtant le système fonctionne, mais au prix d'une grande complexité qui paralyse les initiatives privées...(p.174)... "Au Bas-Empire, une partie serrée se joue entre les contribuables, le fisc, et les puissants... (p.182). Le patronage est le résultat de l'oppression fiscale et de la montée des puissants... Le paysan, traqué par le curiale exacteur de l'impôt, se met, moyennant cadeaux et finance sous la protection du militaire local.... De nombreux colons échappent ainsi à tout contrôle légal.. (p.183). Le brigandage est endémique. (Il s'agit de) malheureux qui cherchent à échapper à une existence menacée par le fisc, le maître, les agents recruteurs.... Révoltés par la société qu'on leur impose, ils se tournent parfois vers les barbares (p.184)... En Syrie, on apprend par Ammien Marcellin et Libanios que des marchands de Nisibe ou des curiales écrasés d'impôts ou de liturgies injustes, se réfugient chez les Perses, agissant contre Rome en véritables transfuges. (p.184) »*

Nos technocrates, il est vrai, n'ont pas, comme les nazis, de projet criminel délibéré. Leur but est seulement de gérer ce qui existe et de favoriser l'expansion de tout ce qui devient possible. Leur grand crime est de le faire au mépris de toute autre considération: si bien que, lorsqu'ils tuent, leur cas relève le plus souvent de l'homicide par imprudence. A cause de la bureaucratisation, il est devenu difficile d'isoler et d'accuser des décisions individuelles comme particulièrement néfastes et punissables, ou de désigner des responsables politiques ou économiques comme

plus particulièrement haïssables et dangereux: nous aussi, nous vivons une époque où les crimes se commettent par indifférence et par omission, et ceci est le résultat de la bureaucratisation, qui transforme des individus ordinaires en rouages dociles de machines sociales pernicieuses.

Pourtant, la question demeure : de quelles décisions lointaines les victimes du 'système' sont-elles les victimes indirectes et lointaines? Crimes de bureau comme on a dit de Papon, crimes d'employés, comme on a dit de Eichmann, pour qui ce n'était pas tout à fait exact, crimes sans haine ni mobile, crimes qui se sont faits tout seuls, croirait-on, crimes sans coupables, finirait-on par croire.

Au niveau planétaire, l'explosion démographique déborde un encadrement éducatif familial et institutionnel fragilisé par les guerres, le déracinement, le chômage, et un état de ni-guerre-ni-paix se généralise. L'avenir du totalitarisme se déduit de la persistance de ses causes. A ses origines, on trouve la révolution industrielle, la montée de l'impérialisme, et la débâcle des institutions et des traditions. Ces trois éléments provoquent le déracinement et le chômage, qui sont les deux composantes essentielles de la désolation morale des individus, fonds commun de la terreur, et de l'isolement politique du corps social, qui engendre l'impuissance des individus, préalable de la domination totale, gérant principalement le problème matériel représenté par leur nombre. Lorsque des masses croissantes d'hommes deviennent un fardeau superflu et que l'on ne raisonne plus qu'en termes d'utilité, les entreprises totalitaires d'anéantissement sont perçues comme des solutions.

D'ores et déjà, des masses misérables habitées par une mentalité de pillage font face à l'extrême brutalité des répressions policières, des guerres néo-coloniales et des terrorismes d'état. A ce niveau, les droits de l'homme peuvent devenir un moyen du totalitarisme, et c'est sans doute à juste titre que, dans les pays les moins riches

et les moins puissants, l'impunité des innombrables crimes politiques commis avant et après Nuremberg, et en particulier des crimes du colonialisme, a engendré un certain scepticisme, tempéré par la prudence. On a pourtant bien vu, lors du procès Barbie, des avocats du tiers-monde relativiser les crimes nazis par ceux du colonialisme. Cela manifeste plus qu'un désir de provocation inspiré par le ressentiment. L'expérience quotidienne de la misère du monde pauvre peut conduire en effet à juger indécentes nos lamentations sur les malheurs passés de l'Europe: car la violence apparue en 1914 ne s'est plus jamais atténuée par la suite, bien que ses formes aient changé et que son épice centre se soit à plusieurs reprises déplacé. Le mépris de la vie humaine et la violence la plus impitoyable ne passent pas, dans le monde pauvre, pour une chose du passé. Ils semblent bien plutôt fonder l'ensemble des relations entre les peuples.

Sans doute était-il inévitable qu'un procès politique donnât tôt ou tard lieu à une exploitation politique. Les puissants seraient sans doute les premiers à trouver dangereux que l'on généralisât la mise en jugement de tous les actes de gouvernement qui aboutissent à des violences ou à des malheurs: aussi ne s'agit-il pas de cela. Au contraire, muni d'une définition propre à de vastes extensions, le '*crime contre l'humanité*' est devenu, aux mains des héritiers de Nuremberg, une arme politique pouvant servir d'instrument à la persécution de toutes sortes d'oppositions.

Faute d'instances judiciaires mondiales, qui représenteraient de toutes façons en elles-mêmes une menace pour la liberté, faute d'une démarche politique qui tirerait les leçons de la crise totalitaire, ce qui est probablement une contradiction puisque le totalitarisme n'est qu'une transformation naturelle de la forme Etat en période de crise, faute d'une définition rigoureuse du '*totalitarisme*' pour la raison même

qui vient d'être dite, faute d'une définition précise mais *par intension* du '*crime contre l'humanité*', et comme il fallait tout de même distinguer entre ce que l'on poursuivait et ce que l'on ne poursuivait pas, on a d'abord fait du nazisme défunt et figé dans l'histoire le seul cas de totalitarisme vraiment condamnable. Il était difficile de s'attendre à autre chose alors que les juges de Nuremberg n'étaient après tout que les émissaires de Truman, qui venait d'incinérer Hiroshima et Nagasaki, Churchill qui venait d'incinérer Dresde, Staline, dont il est inutile de rappeler les pratiques, et un gouvernement français qui venait de procéder à une répression féroce en Algérie. Dire ceci ne revient pas à prendre une pose moralisatrice. Les vainqueurs du nazisme ne pouvaient pas être des doux. C'étaient des gouvernants, des combattants, des nations, endurcis et brutalisés par la guerre. Et leurs enfants et successeurs sont des populations engagés dans une lutte de plus en plus âpre pour la survie.

Nuremberg était donc, avec de tout autres intentions, un règlement de comptes et rien de plus. Rien ne me montre mieux que la suite, lorsque fidèle au schéma initial chaque pouvoir s'est saisi de l'instrument, l'a adapté à son niveau en fonction de ses propres traditions et de ses propres choix idéologiques, et a ajouté ses propres têtes de turcs à la liste des proscrits.

Au niveau intérieur, l'évolution prenait la forme d'une banalisation. Tout comportement vraiment trop choquant devenait *crime contre l'humanité*. Dans certains pays, le viol, le proxénétisme, la pollution, voire les excès de vitesse ont été promus à ce grade. Plus grave, on a abouti à une structure manichéenne des relations internationales. Le procès de Nuremberg fut d'abord rendu possible par l'invasion de l'Allemagne et la disparition provisoire de sa souveraineté: il aboutit aujourd'hui à la généralisation à l'échelle mondiale de la politique de la canonnière

au profit des nations les mieux armées, et non pas les moins coupables. Les juges d'État ont fait place aux états voyous comme flics et bourreaux internationaux. Entre temps, mais cela va sans dire, le droit de Nuremberg s'est montré impuissant à empêcher la moindre injustice ou la moindre violence, dans un contexte d'affaiblissement général de la légalité et d'ensauvagement des mœurs.

Dès lors, vu du tiers-monde, l'intérêt tout particulier que nous manifestons pour l'épisode nazi semble seulement refléter notre narcissisme et notre racisme fondamental: le monde blanc bureaucraté condamne chez autrui, ou dans un passé qu'il diabolise pour mieux s'en distinguer, ce dont il participe plus que jamais parce que cela est devenu le tissu même de toute la vie collective dans le monde qu'il domine et qu'il organise. Or, plus on aura raison de dire que la condamnation des *'crimes contre l'humanité'* est essentielle à la sauvegarde de l'humanité dans son ensemble, et plus l'utilisation de cette exigence collective comme d'un prétexte pour combattre des ennemis ou des adversaires politiques serait une hypocrisie attentatoire aux intérêts moraux de l'humanité toute entière, si cela existait comme une réalité solidaire.

« *La cause fondamentale du totalitarisme dans le passé, et de la menace totalitaire pour l'avenir, dit Hannah Arendt, c'est que les droits de l'homme ont été proclamés mais non garantis, et qu'ils ont perdu toute validité politique* ». Les *"droits de l'homme"*, envers optimiste du *"crime contre l'humanité"* fournissent seulement un prétexte pour les agressions que requièrent la défense des intérêts des pays les plus riches et les plus puissants, parce que ce sont eux qui ont fondé l'organisme de débat et de justification international qu'est l'ONU, et qui, avec seulement quelques anicroches occasionnelle, la contrôlent.

Par exemple, loin que l'on ait fait le procès du colonialisme et de l'impérialisme en général, c'est, avec la *Guerre du Golfe*, un petit pays sous-développé que l'on accuse de réincarner le totalitarisme, et que l'on écrase sous ce prétexte avec une invraisemblable brutalité. Mais les responsables des pays les plus riches et les plus puissants ne s'appliquent bien sûr pas à eux-mêmes les critères de culpabilité qu'ils appliquent à autrui.

A l'occasion de la marée noire provoquée par l'invasion et la guerre du Koweït, ils rangent désormais le "*terrorisme écologique*" au nombre des crimes contre l'humanité: mais seulement bien entendu dans les cas rarissimes où ils n'en sont pas eux-mêmes responsables.

De l'application sélective et biaisée d'un droit très rigoureux, comment parler autrement que comme d'une insupportable injustice? Injustice qui ne nous émeut pas parce que c'est nous qui l'avons commise, et parce que nous nous croyons trop forts pour la subir un jour à notre tour, mais que les masses innombrables, et étrangères à nos conflits d'autrefois, qui peuplent désormais la Terre, voient très bien, et dont elles comprennent peut-être que, loin d'être protégées par elle, elles risquent d'en être un jour les victimes.

En articulation avec l'utilisation très particulière que les Etats-Unis font de l'ONU, et avec l'idée qui s'impose peu à peu d'un *droit d'ingérence*, qui est le contraire d'un droit puisque c'est un alignement du droit sur le fait, le *crime contre l'humanité*, privé de toute définition précise, devient un prétexte d'agression armée, et la victoire acquise, un prétexte pour les vainqueurs d'exécuter les vaincus. C'est ainsi qu'en janvier 1991 plusieurs centaines de milliers d'Irakiens sont morts du droit universel de vivre en démocratie, dans une région du monde où, de l'aveu général, la démocratie était et demeure ignorée.

Le châtement des Irakiens a montré que les héritiers de Nuremberg ne parlaient pas pour ne rien dire. Certes après cela les petits tyrans doivent-ils se sentir moins tranquilles, car ils savent qu'ils pourront être punis si leurs ennemis sont puissants: mais le métier de tyran n'a-t-il pas toujours été dangereux? Quant à nous, simples consommateurs et simples sondés, nous pouvons constater que le crime dont nous serons peut-être un jour comptables à notre tour est déjà constitué, puisqu'on en dénombre chaque jour les victimes à la télévision: victimes de nos pollutions, victimes de nos armes, victimes de notre commerce, victimes de nos peurs et de nos divertissements. Notre tour d'être jugés doit venir un jour, car le nouvel ordre mondial consiste très précisément en l'affaiblissement des droits nationaux qui nous garantissent, créant le risque de voir une bureaucratie mondiale prendre les peuples en otages, ruiner leur souveraineté, leur interdire d'orienter leur propre destin, les juger l'un après l'autre et les condamner pour avoir voulu simplement exister. Qui empêchera demain les plus forts d'appliquer leur droit impitoyable aux plus faibles tout en s'en exemptant eux-mêmes? La guerre du Golfe montre quelle liberté d'action l'alibi d'une morale universelle, du "droit", de la "démocratie", peut donner à une superpuissance résolue à asseoir sa domination mondiale sur la terre. Les Etats-Unis qui se sont les premiers donnés ce droit ne peuvent qu'avoir des imitateurs.

## **8. L'état des choses**

Ce ne sont pourtant pas les conditions morales qui détermineront l'avenir, mais les conditions matérielles. La seconde guerre mondiale a été suivie de la constitution d'un complexe militaro-industriel qui fait de la guerre le système social de base, à

l'intérieur même des sociétés qui jouissent d'une apparence de paix. La paix n'est aujourd'hui qu'une préparation de la guerre, mais la guerre n'est pas assumée comme telle, car les instruments de la violence ont atteint une telle puissance qu'il n'y a plus de but politique qui puisse être proportionné à leur capacité de destruction. Cette contradiction ne fait pas scandale car il n'y a plus de lieu où la dénoncer: le champ de la politique a disparu, et tout comme les autres, quoique beaucoup plus gravement encore, la décision de la paix et de la guerre échappe à toute discussion et découle comme une fatalité d'un enchaînement de décisions partielles et anonymes. Les services secrets, bureaucraties morne et impitoyables, orchestrent la neutralisation de tout ce qui fait obstacle au déchaînement incontrôlé des économies concurrentes et à la montée corrélative des haines entre les peuples.

La colonisation des cercles dirigeants par des esprits étroitement technicistes et ennemis de la pensée constitue une menace pour la paix, car l'impasse faite sur les aspirations humaines conduit nécessairement à des frustrations croissantes et finalement à des conflits violents. Pour des raisons de rentabilité, le système militaro-industriel repose sur la diffusion universelle des moyens de destruction. Les pays riches, producteurs d'armements, inondent les pays pauvres de matériels que ces derniers achètent au prix d'énormes sacrifices, en provoquant une grande misère de leurs populations, et qu'ils finissent par utiliser les uns contre les autres. Les pays pauvres et surarmés sont de plus en plus pris dans une nasse économique, et la dissuasion nucléaire elle-même ne les dissuade plus toujours de se retourner avec agressivité contre les pays riches, leurs fournisseurs, ou du moins contre leurs dépendances et colonies: l'économie planétaire, largement assise sur la production des armements entre alors en crise.

Face à une telle situation, la technocratie, en raison de son caractère diffus, est incapable de conduire des négociations et de proposer des compromis globaux. Elle est en revanche en mesure d'entraîner efficacement dans le suicide collectif les grandes machineries sociales sur le fonctionnement desquelles aucune conscience humaine n'a plus prise. La bureaucratisation est en soi un facteur de guerre parce que la décision de faire la guerre peut être tout simplement la plus facile à prendre et à faire passer dans un système de décision diffus et soumis à des influences contradictoires.

Ainsi que l'ont montré les mouvements de la jeunesse dans les années soixante-dix, les motifs de révolte d'aujourd'hui ne sont pas socio-économiques: la plus forte justification de la révolte aujourd'hui, c'est le fait que le progrès technique conduit au désastre, en particulier avec le développement des armes modernes et de leur caractère suicidaire, mais aussi avec la marginalisation de populations entières.

L'affaire du Golfe nous donne un exemple de ce qu'est un monde exclusivement dominé par l'économie. La logique économique, qui tend à la concentration des richesses et des pouvoirs et à la dépossession des plus faibles, engendre dans certains pays un immense secteur militaire et fait émerger en regard d'immenses masses humaines entièrement démunies. Dans une "civilisation" dominée par l'économie, les armes en sont la marchandise vedette, et deviennent, avec le développement de la technologie, la principale production, qui permet de s'emparer de tout le reste. *"La guerre ouverte n'a jamais disparu, même avec les moyens de destruction modernes, parce qu'elle n'a pas été remplacée en tant que moyen de résolution des conflits internationaux"*, dit Hannah Arendt. Et elle explique: cette situation ne peut céder que devant des instances d'arbitrage des conflits internationaux, qui sont inconcevables tant que l'indépendance nationale reste

associée à la souveraineté des Etats en matière de politique étrangère. Or, cette conception de l'indépendance, incompatible avec la solution des problèmes planétaires globaux, tend à se généraliser à mesure qu'ils deviennent plus aigus...

Après le Viet-Nam, mais sans désormais l'appui d'une moitié du monde riche en franche et nette opposition par rapport à l'autre, on a vu à partir du milieu du vingtième siècle l'Irak, l'Iran, la Corée, les mouvements islamistes défier le monde riche, et à sa tête la première puissance militaire mondiale. Que la dissuasion nucléaire elle-même ne suffise pas à geler les conflits donne une idée de l'âpreté des luttes qui s'annoncent. Or les bombes atomiques, comme toutes les autres armes, sont faites pour s'en servir, et il suffit pour cela que les frustrations et les haines qui s'accumulent soient finalement un jour au niveau de la violence destructrice qu'elles renferment. L'idée de voir en elles une garantie de paix éternelle apparaît clairement comme ce qu'elle a toujours été: un dangereux paradoxe.

Dans les pays dominants, l'interventionnisme des Etats bureaucratés ruine l'espoir d'une émancipation résultant automatiquement d'un mûrissement des conditions économiques et de la constitution d'une classe sociale révolutionnaire par essence. L'évolution historique montre que le développement de l'économie peut y conduire à la disparition conjointe des idéologies et de la lutte des classes sans émancipation, mais avec renforcement au contraire de la violence d'état, de la répression et des inégalités, et exacerbation des conflits internationaux.

Progressivement, remarque déjà Guy Debord en 1965, la dissolution de la mystification bolchévique a privé le système dit de "libre entreprise" de l'adversaire qui le soutenait en unifiant illusoirement sa négation. A l'heure de la réunification de l'Est et de l'Ouest éclate leur unité fondamentale. Les symptômes en sont: à l'Est l'impossibilité de changer vraiment, à l'Ouest le désarroi de perdre ce repoussoir

idéal: un système qui ne propose pas d'alternative, mais représente seulement une version inférieure du même ordre des choses. Aujourd'hui, l'alternative est pour le monde entier entre un retour de la guerre et de la violence totalitaire à grande échelle, ou une émancipation générale libérant les capacités de dialogue et de négociation.

Cette situation ouvre la voie à une émancipation qui ne peut résulter que d'un mouvement très radical et très fondamental s'opposant aux principes de fonctionnement de l'ensemble de la société planétaire. En effet, l'extrême aliénation interdit de reconnaître et de nommer la misère et contraint à la refuser en bloc. Dans cette aventure la violence ne pourra cependant avoir qu'un rôle marginal, en raison de sa charge d'imprévu et d'aléatoire. Une véritable émancipation ne peut résulter d'une révolte instinctive et sentimentale. Elle suppose une prise de conscience des mécanismes de l'aliénation. Le champ de l'émancipation n'est pas celui de l'économie mais celui de la conscience, et l'émancipation ne peut résulter que d'un combat politique, contestant la séparation entre gouvernants et gouvernés, et visant à détruire point par point la domination sur le présent du passé incarné dans les choses.